

CONSEIL COMMUNAL DU 21 DÉCEMBRE 2023
GEMEENTERAAD VAN 21 DECEMBER 2023

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Aleksandra Kokaj, *Présidente/De Voorzitster* ;
Boris Dilliès, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Perrine Ledan, Valentine Delwart, François Jean Jacques Lambert, Daniel Hublet, *Echevin(s)/Schepen(en)* ;
Björn Becker, Eric Sax, Marc Cools, Béatrice Fraiteur, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Céline Fremault, Jean-Luc Vanraes, Jérôme Toussaint, Pierre Desmet, Bernard Hayette, Diane Culer, Marion Van Offelen, Stefan Cornelis, Odile Margaux, Vanessa Issi, Michel Cohen, Aurélie Czekalski, Véronique Lederman-Bucquet, Yannick Franchimont, Cédric Didier Norré, Michel Bruylant, Jean-Pierre Collin, Mathias Junqué, Leïla Kabachi, Jacques Spelkens, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(liden)* ;
Thierry Bruier-Desmeth, *Secrétaire communal f.f./wnd. gemeentsecretaris* ;
Laurence Vainsel, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Kathleen Delvoye, Cécile Egrix, Blaise Godefroid, Nicolas Clumeck, Hans Marcel Joos Van de Cauter, Patrick Zygas, Fathiya Alami, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(liden)*.

Ouverture de la séance à 18:30
Opening van de zitting om 18:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

Recette - Ontvangerij

21.12.2023/A/0002 **Budget 2024**

Le Conseil,
Attendu que le projet du budget 2024 présente les résultats suivants :

POUR LE SERVICE ORDINAIRE

Résultat de l'exercice : boni de 2.472.843,35 €
Résultat global : boni de 12.472.843,35 € .

POUR LE SERVICE EXTRAORDINAIRE

Total des dépenses extraordinaires :	41.781.710,48 €
Subsides à recevoir	8.162.303 €
Total des dépenses à charge de la commune	33.626.407,48 €

Arrête le projet de budget 2024 tel que présenté, ci-dessus.

M. le Bourgmestre affirme que le vote du budget constitue toujours un moment fort dans la vie d'un Conseil communal. Il s'agit probablement de la séance du Conseil la plus importante de l'année car c'est au cours de celle-ci qu'est définie

la gestion de la commune et que sont déterminés les moyens censés permettre la réalisation des objectifs fixés.

M. le Bourgmestre souligne le fait que pour la première fois depuis 24 ans, les impôts locaux n'ont pas été augmentés. Mais si l'on est parvenu pour la première fois depuis plus de vingt ans à passer une législature sans augmenter les additionnels communaux, c'est grâce au travail de longue haleine mené par les différents Collèges successifs, auxquels ont participé tous les groupes politiques siégeant au sein de cette assemblée.

La difficulté de l'équation réside dans l'équilibre à trouver entre le souhait des habitants de payer le moins d'impôts possible et l'exigence ucquoise quant à la qualité des services offerts à la population.

Le bâtiment dans lequel siège à présent le Conseil constitue la meilleure preuve de l'évolution positive de la gestion communale, puisque les coûts y ont été divisés par quatre grâce à toutes les dispositions intelligentes en matière d'économie d'énergie.

Cette législature aura été particulièrement difficile pour toutes les communes en raison de la succession de crises sans précédent : la crise sanitaire, la crise énergétique. Mais la commune a fait face à toutes ces épreuves, avec le soutien du Conseil, tous partis confondus.

M. le Bourgmestre est convaincu du fait qu'en dépit des divergences légitimes entre majorité et opposition, tous les membres de cette assemblée souhaitent fondamentalement qu'Uccle soit une commune où il fait bon vivre, dans la sécurité, la solidarité ainsi que dans un environnement préservé.

M. le Bourgmestre tient aussi à rappeler que ce sont avant tout les Ucclois qui financent leurs services et qu'il incombe aux mandataires de s'en montrer dignes.

Il salue également le travail remarquable accompli par Mme l'Echevin des Finances et l'administration et remercie d'avance les différents intervenants pour leur contribution au débat budgétaire.

Mme l'Echevin Delwart n'entame pas ce débat budgétaire sans une certaine émotion, car il s'agit du dernier budget de la législature, qui clôt un projet et une ambition politiques portés par une majorité.

La majorité a eu l'ambition de préserver les deniers des Ucclois en évitant autant que possible une hausse des impôts. Par prudence, le budget est clôturé en boni sans augmentation ni des additionnels au précompte immobilier ni des additionnels à l'impôt des personnes physiques. En ce domaine, Uccle se classe d'ailleurs dans le peloton de tête de la Région bruxelloise.

Mais outre une fiscalité raisonnable, d'autres ambitions doivent se réaliser au travers de ce budget. Pour ce faire, il faut des budgets et surtout des comptes qui génèrent un bénéfice.

Grâce à ce budget 2024, de très nombreux projets d'investissement relatifs aux écoles, aux crèches, aux espaces verts, aux voiries vont se développer voire se finaliser. Une attention toute particulière a été accordée à la réfection des trottoirs.

Mme l'Echevin Delwart mentionne aussi des projets plus spécifiques, pour lesquels de nombreux conseillers communaux ont exprimé un certain attachement, tels que la réalisation du skatepark, le soutien au musée Van Buuren ou encore le magnifique projet citoyen de l'Open Free Go.

Il n'a cependant pas été facile de coupler ce budget avec un boni, en raison d'éléments inhérents à l'administration ou relevant de la conjoncture extérieure. Ceux-ci sont décrits dans la note introductive.

Il s'agit notamment de l'augmentation des prix de l'énergie. Le marché conclu avec Sibelga s'est avéré bénéfique au cours des années précédentes mais il n'en sera pas de même en 2024 en raison d'une hausse de 25 % des coûts énergétiques.

Le Collège a cependant estimé qu'il fallait faire de cette difficulté une opportunité : les services de M. l'Echevin Biermann ont élaboré toute une stratégie d'optimisation visant à maîtriser la consommation d'énergie, via notamment des investissements dans les bâtiments. L'immeuble sis rue Auguste Danse 25, qui va bientôt accueillir les cours de promotion sociale, fait l'objet d'une réflexion sur la consommation d'énergie.

L'organisation des élections, et en l'occurrence de deux élections la même année, en juin et en octobre, est un autre élément extérieur sur lequel la commune n'a guère de prise mais qu'elle doit néanmoins assumer : un montant de 500.000 € est prévu au budget 2024 pour la convocation des présidents de bureau, la mise à disposition des locaux, etc.

Dans un tel contexte, l'établissement d'un boni, grâce à une analyse fine des dépenses, constitue incontestablement un point très positif.

Les dépenses de personnel augmentent de 4 % en raison des deux indexations planifiées en 2024.

Par ailleurs, les missions accomplies par l'administration, dont le niveau de technicité augmente, ne cessent de se diversifier. Les services pour lesquels un renforcement se justifie bénéficieront de recrutements dans le cadre de ce budget, mais les autres services feront l'objet d'une analyse au cas par cas pour déterminer s'il y a lieu de remplacer les départs naturels.

Quoique les dépenses de personnel représentent 57 % de l'ensemble des dépenses en raison des missions de service public qui incombent à l'administration, l'ampleur des effectifs demeure tout à fait raisonnable, puisque la proportion d'agents communaux par rapport à la population s'élève à 11,7 agents pour 1.000 habitants à Uccle alors que la moyenne régionale se situe à 13,8 agents pour 1.000 habitants.

Les bonis n'étant pas suffisants pour financer toutes les ambitions de la majorité, il est nécessaire d'emprunter, mais le recours à l'emprunt entraîne évidemment une augmentation de la dette.

Toutefois, l'équipe du Receveur a vraiment dynamisé la gestion de la dette depuis une dizaine d'années, en optimisant les phases où les taux étaient les plus bas pour diminuer les charges de dette et en faisant preuve du maximum de réactivité quand il était possible de racheter des emprunts anciens à des taux très élevés.

La charge de dette a nettement diminué puisqu'elle se situe à 130 € par habitant dans ce budget 2024 alors qu'elle s'élevait à 162 € en 2016.

Grâce à la constitution de bonis et à l'alimentation du fonds de réserve (12 millions d'euros de bonis cumulés), la commune n'a jamais été contrainte d'emprunter 100 % de ses besoins de financement.

Mme l'Echevin Delwart remercie ses collègues du Collège échevinal pour leur coopération dans l'élaboration de ce budget.

M. Cools rappelle que le budget est d'abord un acte qui engage la responsabilité du Collège en raison des choix politiques qu'il implique mais qu'il requiert aussi tout un travail technique pour lequel il convient de rendre hommage aux services.

M. Cools regrette que l'examen du budget du CPAS ne puisse avoir lieu dans le cadre de ce débat budgétaire. M. Cools avait d'ailleurs déjà souligné les années précédentes qu'il serait opportun d'appréhender de manière simultanée tous les volets de la galaxie communale : la commune, le CPAS et la zone de police.

La majorité affirme que le budget est en boni et ne prévoit pas d'impôts nouveaux.

Cependant, vu que le montant des recettes dans le budget s'élève à un peu plus de 194 millions d'euros, ce boni de 2,47 millions d'euros est très relatif puisqu'il en représente une part d'environ 1,25 %. M. Cools a souligné en commission l'importance de disposer d'un fonds de roulement grâce à un boni conséquent, dans la

mesure où les engagements de dépenses et les perceptions de recettes n'ont pas lieu au même moment : les salaires doivent être payés tous les mois alors que la perception des principales recettes, notamment la recette du précompte immobilier, n'a lieu qu'à certains moments de l'année.

Dès lors, ce budget en boni va-t-il vraiment tenir la route ? Ne va-t-il pas fondre comme neige au soleil ?

Selon le procès-verbal de la séance du comité de concertation entre le Collège et le CPAS, organisée le 4 décembre dernier, le président du CPAS – Open VLD élu sur le groupe MR, donc un membre de la majorité – prend acte de l'augmentation de 5 % de la dotation au CPAS par rapport à l'année dernière, tout en expliquant que cette dotation ne permettra pas au CPAS de tenir jusqu'à la fin de l'année et qu'il faudra donc passer par des modifications budgétaires en cours d'année pour obtenir les crédits nécessaires. La mise à l'arrêt du projet Infobus et du logement de transit destiné aux réfugiés ukrainiens ainsi que la réduction de 5 % des dépenses du CPAS font aussi l'objet d'un examen.

M. Cools doute que la dotation prévue soit suffisante pour que le CPAS tienne ; Il s'inquiète aussi de la réduction des interventions sociales du CPAS, notamment du projet Infobus, qui témoignait d'une belle synergie entre la commune et le CPAS et dont l'action décentralisée permettait de desservir les différents quartiers.

Il y a aussi lieu de s'interroger sur la réduction de 5 % des dépenses du CPAS, étant donné que le train de vie du CPAS est nettement moindre que celui de la commune, dans un contexte marqué par le développement d'une nouvelle pauvreté affectant les classes moyennes inférieures, c.à.d. des catégories de la population qui disposent d'un revenu du travail juste au-dessus des maxima autorisés pour les aides sociales. De plus en plus de citoyens appartenant aux classes moyennes inférieures sont contraints de solliciter les services de la banque alimentaire.

Selon M. Cools, la réalité sociale est telle qu'on ne peut envisager une réduction des aides, et ce d'autant plus que le CPAS gère leur octroi avec beaucoup de rigueur.

Parmi les difficultés auxquelles le CPAS va être confronté, il faut mentionner le refus du Collège d'accorder cette année-ci une aide exceptionnelle pour couvrir le déficit du home Brugmann. Certes, on espère qu'à la fin de l'année prochaine, le déménagement des pensionnaires du home Brugmann pourra être opéré dans le nouveau bâtiment construit ou en cours de construction au Nekkersgat mais en attendant, cet établissement demeurera dans une situation financière difficile durant une année.

Le Collège a inscrit en recettes au précompte immobilier les chiffres communiqués par le Ministère des Finances. Et il ne s'agit absolument pas d'une critique de la part de M. Cools car il va de soi que le Collège ne peut agir autrement.

Cependant, l'examen des comptes des exercices 2020, 2021 et 2022 montre que chaque année, les rentrées au précompte immobilier ont été inférieures aux prévisions dans une proportion respective de 2,18 %, 3,47 % et 1,46 %, soit une moyenne de 2,37 % pour ces trois années. Si la même tendance devait être observée cette année-ci, cela aboutirait à une réduction de 1.677.000 € par rapport au crédit annoncé de 2,4 millions d'euros en boni.

Tous ces éléments doivent inciter à faire preuve de prudence dans la gestion des finances communales.

Il ne faut pas non plus perdre de vue l'évolution de la charge des pensions des agents statutaires, qui est passée de 11 millions à 15 millions d'euros et qui va sans doute continuer à augmenter dans les années à venir.

Les taux d'intérêt étant à la hausse, il va falloir emprunter à des taux avoisinant les 4 %.

La majorité déclare qu'il n'y a pas d'augmentation des impôts. Toutefois, il y

a eu une forte augmentation lors de la législature passée, dont on bénéficie encore de rentrées fiscales pour ce qui concerne le précompte immobilier; partiellement compensées par une diminution des centimes additionnels à l'IPP.

L'indexation de 13 % du revenu cadastral au cours des deux dernières années implique pour la commune des rentrées fiscales très importantes sans modification des taux.

Les propriétaires qui occupent leur logement ne perçoivent pas de loyer et ne sont donc pas en mesure de répercuter une indexation quoique leurs revenus n'augmentent pas nécessairement dans la même proportion. Et contrairement à d'autres communes bruxelloises, Uccle n'a pas créé, pour les propriétaires occupants, une prime « Be Home », qui soit de nature à compenser l'impact de l'indexation, en complément de la prime régionale.

La commune a aussi bénéficié de l'augmentation de la masse du revenu cadastral en raison de nouvelles constructions. Ces recettes relatives au précompte immobilier sont loin d'être négligeables.

Le budget 2024 prévoit 7,8 millions d'euros de recettes pour la scan car et les autres dispositifs relatifs au stationnement réglementé, alors que ces recettes s'élevaient à 6,5 millions d'euros au compte 2021 et à 4 millions d'euros au compte 2020. Il y a donc eu presque un doublement de ces recettes en quelques années. Cette augmentation est d'ailleurs supérieure au boni présenté car il n'y aurait pas eu de boni sans la scan car et sans l'augmentation de l'étendue des zones horodateurs ainsi que de leurs tarifs – certes imposés en grande partie par la Région.

Dans la perspective d'une limitation des dépenses afin de répondre à l'exigence de rigueur soulignée par M. le Bourgmestre et Mme l'Echevin Delwart, il convient d'examiner l'évolution du personnel communal.

De 2018, fin de la législature précédente, à 2023, on est passé de 362 à 290 agents statutaires et de 654 à 875 agents temporaires. En cinq ans, il y a donc eu 72 statutaires en moins et 218 temporaires en plus, soit un différentiel de 146 agents supplémentaires. Selon M. Cools, cette augmentation des effectifs est excessive.

Des questions relatives aux examens statutaires ont été posées en commission. Mme l'Echevin Delwart a répondu que des examens statutaires sont organisés non pour procéder à des recrutements directs mais pour régulariser la situation d'agents temporaires en leur offrant des perspectives de carrière grâce au statut.

M. Cools ne remet pas en cause la légitimité de cette démarche mais il estime pour sa part que les examens statutaires ne sont pas seulement destinés à régulariser des agents temporaires en poste depuis des années mais doivent aussi permettre de trouver de nouveaux collaborateurs dès le départ grâce à une procédure rigoureuse garantie par des examens objectifs et transparents.

Le recrutement d'agents temporaires suit d'autres procédures, où il semble que l'on ait fait preuve d'une grande imagination pour faire émerger toute une série de nouvelles fonctions.

Le montant des dépenses de fonctionnement est passé de 13,4 millions d'euros en 2018 à 21,2 millions d'euros en 2024. Cette augmentation est d'une ampleur telle qu'elle ne peut être imputable uniquement à l'inflation ou aux coûts de l'énergie.

Les frais de réception et de communication, qui tournaient autour de 300.000 € sous les législatures précédentes, sont passés à 431.789 € au compte 2022 et à plus de 600.000 € au budget 2024. Selon M. Cools, ces frais devraient être comprimés : sur base des recommandations de la tutelle, il convient de se baser sur le dernier compte connu majoré d'un pourcentage de croissance raisonnable, et on se situe en l'occurrence au-delà de ce pourcentage de croissance raisonnable.

Le mouvement de réduction de la dette est en train de s'inverser : dès l'année prochaine, le volume de l'endettement va repartir à la hausse.

M. Cools rappelle aussi que la commune va engranger une rentrée financière de 18,5 millions d'euros suite à la vente du réseau Brutélé, déjà initiée lors des

législatures précédentes. M. Cools est favorable à cette vente car il devient désormais difficile pour des sociétés intercommunales d'être concurrentielles sur le marché des télécommunications. Mais vu qu'une vente n'est opérée qu'une fois, la réduction de l'endettement qui en résulte ne se reproduira plus si le volume des dépenses extraordinaire n'est pas maîtrisé.

M. Cools regrette qu'il y ait peu de synergies entre la commune et le CPAS, en dehors de quelques marchés publics mis en œuvre en commun.

On a notamment renoncé à mettre en place un service interne de prévention commun.

Lors d'une interpellation antérieure sur cette thématique, M. Cools avait cité la phrase suivante, extraite du Guide méthodologique de la Région wallonne sur les synergies Communes-CPAS : « Ne vous demandez pas ce que vous pouvez faire ensemble ; demandez-vous plutôt ce que vous ne pouvez pas faire ensemble ».

M. Cools a pu constater, à l'occasion de ses contacts avec de nombreux présidents de CPAS des autres régions, que les synergies Commune-CPAS y sont plus développées. Et au sein de la Région bruxelloise, la commune d'Etterbeek, dirigée par une majorité similaire à la majorité ucloise, fait preuve d'un plus grand dynamisme en la matière.

M. Cools avait pourtant émis des suggestions qui ne coûtent rien, comme la mise en exergue plus nette d'un accès au site du CPAS sur la première page du site internet de la commune.

Les synergies sont nécessaires non seulement pour assurer l'équilibre financier mais aussi pour rendre plus efficace la lutte contre la pauvreté.

Si de nombreuses dépenses relevant du budget ordinaire, telles que les traitements du personnel ou les factures d'énergie sont incompressibles, il n'en va pas de même du budget extraordinaire, qui présente un caractère plus discrétionnaire.

Or, un budget extraordinaire de 42 millions d'euros, dont 8 millions de subsides escomptés (qui ne sont pas toujours accordés), s'avère excessif aux yeux de M. Cools. S'il est nécessaire de procéder à des investissements pour isoler les bâtiments ou refaire des trottoirs dégradés, il n'en demeure pas moins que l'étiage des dépenses annuelles au budget extraordinaire ne devrait pas dépasser 30 millions d'euros.

M. Cools reconnaît toutefois qu'il y a des éléments positifs dans ce budget extraordinaire. C'est notamment le cas de l'étude visant à réduire les dépenses énergétiques de la piscine Longchamp ou de l'augmentation des montants dédiés à la rénovation des trottoirs.

M. Cools estime néanmoins que certaines dépenses devraient être davantage étalées. Il y a aussi lieu de s'interroger sur l'octroi d'un demi-million pour la rénovation de la Vieille rue du Moulin, dont le revêtement n'est pas du tout dégradé. Il eût sans doute été plus opportun d'envisager de tels travaux du côté de Linkebeek, par exemple sur la rue du Bourdon.

De même, il serait peut-être plus judicieux de détruire des bâtiments en mauvais état pour développer de nouveaux projets plutôt que de s'obstiner à les rénover. Cette réflexion peut être faite à propos du montant de 290.000 € prévu pour les préfabriqués en très mauvais état du n° 21 de la rue Victor Gambier ou du montant de 5,5 millions d'euros prévu pour l'immeuble sis au n° 25 de la rue Auguste Danse.

M. Cools pointe donc un budget extraordinaire un peu excessif, des dépenses de fonctionnement qui devraient être mieux maîtrisées et, dans le domaine de la fiscalité, l'augmentation significative de certaines taxes et redevances en dehors des centimes additionnels à l'IPP et au précompte immobilier.

M. Hayette constate que le leitmotiv de la majorité pour ce budget, qui sera sans doute son slogan de campagne, peut se résumer comme suit : « sans

augmentation de la fiscalité ».

Même le Receveur communal reprend cette formule : « L'objectif : maintenir l'équilibre budgétaire après deux années marquées par la pandémie du covid 19 et la crise de l'inflation, sans hausse de la fiscalité ».

Ce leitmotiv, repris systématiquement dans les conclusions, est loin d'être neutre politiquement.

Cette assurance devrait rassérer les citoyens. Cependant, à la lecture des sondages, il ne semble pas que les Belges partagent l'enthousiasme de la majorité, vu qu'en substance, pour bénéficier de la politique fiscale ucquoise, il faut disposer d'un revenu suffisant ou être propriétaire.

Uccle figure au 3ème rang des communes les plus chères de la Région bruxelloise. Il faut gagner 4.022 € par mois pour y acquérir un appartement de 50 m².

Mme l'Echevin Delwart s'est lancée dans une série d'affirmations péremptives, qui sont l'expression plutôt de la candidate MR que de la mandataire exerçant des fonctions scabinales. Elle revendique notamment une politique de mobilité et de stationnement dans des voiries entretenues et sécurisées.

Or, comme le dit M. Cools, la scan car semble être le pivot de la politique de stationnement, et l'état des voiries n'est guère satisfaisant, les travaux d'entretien étant loin d'être terminés.

La majorité prétend défendre une politique sociale inclusive visant à assurer une plus grande cohésion sociale au travers du tissu associatif dans les quartiers.

M. Hayette reconnaît que l'Echevin des Affaires sociales fait tout son possible en dépit des faibles moyens qui lui sont accordés. Mais comment le Collège pourrait-il assurer une meilleure cohésion sociale au travers du tissu associatif avec des comités de quartier qui sont parfois très critiques à l'égard de sa politique et des associations de commerçants pour lesquelles la cohésion sociale ne constitue pas un objectif prioritaire ? Le Collège ne privilégie pas une approche qualitative de la question sociale.

Le volet fiscal joue un rôle central en matière de recettes. La part des additionnels au précompte immobilier, qui, l'année dernière, s'élevait à 36,13 % pour une somme de 67 millions d'euros, est passée dans le budget 2024 à 36,42 % pour une somme d'environ 70 millions d'euros.

L'examen de l'évolution du précompte immobilier sur l'ensemble de la législature doit prendre en considération la croissance de la population. Durant cette période, il y a eu 4.192 habitants en plus et le précompte immobilier a augmenté de 26 %. Cela signifie que les personnes qui se sont installées à Uccle disposent d'un pouvoir d'achat important. La plupart du temps, il ne s'agit pas de jeunes ménages qui, débutant dans la vie active, sont moins fortunés. La politique fiscale est donc bien l'expression d'un choix politique.

La croissance des recettes issues du précompte immobilier, qui passent de 53 à 70 millions d'euros, ne porte-t-elle pas atteinte à la qualité de vie des Ucclois ? Chaque terrain vert n'en vient-il pas à faire l'objet d'un permis de bâtir ?

Les responsables politiques devront réfléchir à une réforme du régime fiscal sur base d'un principe de progressivité, de manière à ce que les gens un peu plus riches contribuent davantage, sans que cela ne signifie nécessairement taxer plus.

Il faudra peut-être aussi songer à une répartition différente des dépenses, eu égard aux coûts qui seront induits par le changement climatique.

Regrettant que les commerces de la rue Xavier De Bue soient moribonds, M. Hayette estime que le soutien aux commerces devra probablement être organisé de manière différente. Il serait peut-être opportun de reprendre les propositions de M. Cools quant au développement de synergies entre les services.

Quoi qu'il en soit, tant l'opposition que la majorité doivent se demander comment attirer des populations plus jeunes à Uccle.

Les transformations du marché du travail induites par les transitions

écologique et numérique incitent à mettre l'accent sur la nécessité de promouvoir des investissements publics et privés et des politiques fiscales qui soient de nature à relancer l'économie et à attirer l'entrepreneuriat.

Les crises successives ont entraîné une hausse des besoins en ressources publiques.

La réunion de concertation relative au projet de construction de logements sociaux sur la chaussée d'Alseberg a permis de mettre en lumière le manque de logements et surtout d'équipements successifs sur cet axe. La mise en place de tels équipements successifs devrait permettre justement d'attirer de nouvelles catégories de population. Vu que certaines personnes se plaignent notamment de la difficulté à trouver des places dans des crèches, il faudrait peut-être réfléchir à un système d'adossements, qui permettrait de répondre aux demandes des citoyens tout en apportant de nouvelles recettes.

La part des frais de personnel dans les dépenses globales passe de 56 % à 57,36 %. La proportion des statutaires est demeurée stable mais le nombre d'agents contractuels a fortement augmenté. Les recrutements opérés visaient surtout des emplois des niveaux A et B. Quel est le profil des personnes engagées ? Quels sont les services où les recrutements ont été les plus nombreux ? Un maintien éventuel des personnes engagées pour les élections est-il envisagé après le scrutin ?

En matière de pensions, le budget mentionne un second pilier; outre une cotisation de base et une cotisation de responsabilisation, dont le montant global passerait de 3 à 5,7 millions d'euros. À qui profite ce second pilier ?

Pour ce qui concerne les dotations, M. Hayette se réjouit du travail méticuleux accompli par la zone de police, mais il ne peut admettre l'assertion selon laquelle l'augmentation de 4,9 % est destinée à faire face aux indexations salariales alors que les dépenses extraordinaires augmentent de près de 12 millions d'euros en raison de la construction future d'un hypothétique commissariat de police sur le territoire communal.

Quoique la facture soit partagée entre les trois communes de la zone de police, M. Hayette s'inquiète de l'explosion des coûts induite par la prolongation des délais.

Il serait temps que la zone de police choisisse son implantation, de manière à ce que la commune ne revive pas les avatars du home du CPAS.

M. Hayette déplore que les votes sur les budgets de la commune et du CPAS ne puissent avoir lieu de façon concomitante. Il rejoint aussi les remarques de M. Cools sur la réduction de certaines dépenses sociales essentielles et sur le manque de concertation à propos de l'augmentation de 5 % de la dotation au CPAS.

Pour ce qui concerne le subside d'investissement pour le musée Van Buuren, Mme l'Echevin Delwart évoque un montant de 30.000 € alors que la proposition de budget extraordinaire mentionne 10.000 €. Quel est le montant exact ?

Sans nier la qualité des œuvres exposées au musée Van Buuren, M. Hayette estime que la convention entre la commune et le musée devra faire l'objet d'un débat au Conseil communal, en particulier pour ce qui concerne les bénéfices de ce partenariat pour la commune.

Le budget extraordinaire est passé de 29 millions d'euros en 2023 à 33 millions d'euros en 2024. Il faut toutefois souligner que les subsides, qui s'élevaient à 17 millions d'euros en 2023, sont de l'ordre de 8 millions d'euros pour 2024. Vu l'état des finances de la Région bruxelloise, les subsides risquent de diminuer encore davantage.

Certes, on peut espérer que l'opération « one shot » de Brutélé couvrira les dépenses extraordinaires de 2023 et 2024, mais M. Hayette comprend difficilement la nécessité d'un nouvel emprunt de 48 millions d'euros eu égard à l'état de l'économie internationale et à l'évolution des taux d'intérêt.

Le groupe socialiste regrette que, parmi les montants prévus au programme

extraordinaire, seulement 35.000 €, dont 2.000 € à charge de la commune, sont dévolus aux affaires sociales et économiques, alors que presque 20 millions d'euros sont accordés au département Facility Management. Cela dément les propos proclamés à la une du *Wolvendael*, selon lesquels Uccle serait une commune sociale.

M. Hayette conclut son intervention par la citation suivante, extraite d'une interview de Didier Reynders à la sortie du Conseil européen des 15 et 16 décembre derniers, dont, selon lui, il faudrait s'inspirer chaque fois que l'on élabore un budget :

« Nous allons devoir privilégier les valeurs démocratie, droits fondamentaux, justice indépendante, poursuivre la lutte contre le changement climatique, et agir sur le troisième volet, celui de la prospérité ; les gens ne doivent pas se sentir exclus des transitions numérique et verte, des voitures électriques, des chauffages avec l'énergie renouvelable ; avec le covid, l'augmentation des prix de l'énergie, les extrêmes se nourrissent peut-être de l'insécurité mais aussi de l'exclusion ».

Le groupe socialiste ne votera pas ce budget 2024.

M. Desmet signale que le groupe Ecolo-Groen assume intégralement cette proposition de budget.

Il ne s'agit pas d'un simple exercice comptable mais bien de l'annonce des engagements de chaque échevinat.

Ce budget, fruit du travail d'une majorité composée de trois partis, dont les sensibilités particulières ont été prises en compte, démontre une réelle considération pour les réalités environnementales, économiques et sociales.

Malgré les contraintes, ce budget est en boni. Il permettra de financer sur fonds propres une partie du programme extraordinaire, ce qui limitera partiellement le recours à l'emprunt.

Comme Mme l'Echevin Delwart l'a précisé, les besoins les plus criants ont pu être rencontrés, notamment ceux du CPAS, réel bouclier face à la paupérisation de nombreux citoyens.

De même, les demandes de la zone de police ont pu être partiellement rencontrées.

Comme il s'y est engagé au début de la mandature, le Collège maintient sa volonté de ne pas accroître la pression fiscale, que ce soit par rapport au précompte immobilier ou à l'impôt des personnes physiques (IPP).

Cette majorité, intégrant les écologistes, prouve qu'une autre politique est possible sans augmenter les impôts. Quelle autre majorité uccloise s'est inscrite dans la même démarche ?

Sur le plan sémantique, M. Desmet préfère le mot de « contribution » à celui d'« impôt », afin que tous prennent conscience du fait que les prélèvements fiscaux permettent de financer des projets visant le bien commun et l'intérêt collectif.

La maîtrise de la dette se poursuit, avec une charge nettement plus faible que lors des mandatures précédentes malgré le maintien d'investissements conséquents dans les infrastructures.

En matière de mobilité, ce budget s'inscrit dans la philosophie du Plan communal de mobilité, approuvé en septembre dernier, en mettant le piéton au cœur des préoccupations.

Les moyens dévolus à la réfection des trottoirs ont été doublés depuis le début de cette mandature, puisqu'ils passent à un million d'euros. L'opposition elle-même l'a d'ailleurs souligné.

En outre, des moyens importants sont à nouveau dégagés pour renforcer la sécurité de l'espace public et le rééquilibrer au profit de la mobilité douce : les abords des écoles et de nombreux carrefours feront l'objet d'un réaménagement.

Des montants sont prévus au budget extraordinaire pour rénover de façade à façade le chemin du Puits, le tronçon de la chaussée de Saint-Job entre les rues du Repos et du Château d'Eau ainsi que la partie particulièrement cabossée de la rue

Geleytsbeek entre la rue Papenkasteel et le Lycée français, bizarrement oubliée depuis une vingtaine d'années.

***M. Desmet** évoque encore le réaménagement de la rue de la Gazelle, où une piste cyclable montante pourra enfin être intégrée, du bas de la Vieille rue du Moulin, de la partie pavée de la rue du Château d'Eau. La partie la plus étroite de la rue Langeveld bénéficiera d'un espace public digne de ce nom et le tronçon en dolomie du Bosveldweg sera doté d'une voirie.*

Dans le domaine des sports, un nouveau terrain de football sera aménagé au Homborch, en collaboration avec l'Union belge. M. Desmet se réjouit de ce projet, très attendu dans ce quartier.

En matière d'environnement, des investissements sont prévus pour la lutte contre les inondations et l'adaptation du territoire au changement climatique.

M. Desmet signale à cet égard l'achat de terrains pour de futures remises à ciel ouvert de tronçons de ruisseaux (le Geleytsbeek, le Verrewinkelbeek depuis la Grote Baan jusqu'à la rue Steenvelt), la conduite d'eau claire entre le parc Fond'Roy et le bas du Kauwberg pour reconnecter le Geleytsbeek à ses sources historiques, la conduite d'eau claire pour la rue du Château d'Eau, la remise à ciel ouvert de l'Ukkelbeek au parc de Wolvendael, la pose d'un siphon chaussée de Neerstalle, la réalisation d'autres îlots de fraîcheur urbains dans l'espace public et dans une cour d'école primaire communale.

M. Desmet mentionne aussi l'allocation d'un montant de 95.000 € (dont 85.000 € de subsides promis) pour le projet « U Birds », dont l'objectif vise à préserver la faune aviaire présente autour du Centre administratif d'Uccle, en évitant les collisions des oiseaux contre les parois vitrées du bâtiment et en encourageant la nidification des espèces d'intérêt régional présentes dans cette zone.

Des moyens supplémentaires seront dédiés à la sensibilisation au dérèglement climatique, conformément au plan Climat-Territoires. L'agent engagé en renfort pour le plan Climat pourra être maintenu à son poste grâce à des subsides et travaillera spécifiquement sur les îlots de fraîcheur et la poursuite du projet Carbone.

Des moyens financiers sont également prévus pour financer la prime châssis adoptée lors de la dernière séance du Conseil communal.

Deux enveloppes sont prévues au budget extraordinaire pour le parc Montjoie, l'une pour le réaménagement du terrain de tennis abandonné et l'autre pour l'achat de poubelles de tri.

M. Desmet précise que des moyens sont accordés pour équiper le référent « Arbres », de manière à ce que, grâce à un meilleur diagnostic visuel, il soit en mesure de limiter les abattages d'arbres. Suite à l'engagement de ce référent « Arbres », le budget voué aux études phytosanitaires a été diminué.

En ce domaine, le Collège a prévu l'acquisition d'un matériel complémentaire destiné à la fabrication de mobilier urbain à partir du bois issu d'abattages.

M. Junqué souligne les efforts accomplis dans le domaine de la culture.

La dotation au Centre culturel d'Uccle (CCU) a été augmentée de 70.000 € à l'ordinaire et de 110.000 € à l'extraordinaire. Ces moyens permettent de soutenir cette institution culturelle dont les coûts structurels ont fortement augmenté et qui a besoin de nouveaux équipements.

M. Junqué se réjouit de l'appui apporté à musée Van Buuren, joyau du patrimoine ucclois, ainsi que de l'octroi d'un montant de 10.000 € pour l'acquisition d'un matériel audiovisuel destiné à des projections dans les quartiers.

Un montant de 20.000 € est accordé pour l'acquisition d'œuvres d'art destinées à l'espace public.

***M. Junqué** souligne aussi l'augmentation du budget consacré au mobilier des bibliothèques francophones et néerlandophones ainsi qu'à la future bibliothèque du Merlo. De plus, les équipes des bibliothèques vont être renforcées grâce aux subsides*

de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

L'enveloppe vouée au budget participatif est stable puisqu'elle s'élève à 150.000 €. M. Junqué espère que les montants octroyés pour ce dispositif seront augmentés dans les années à venir en raison de l'intérêt des processus de démocratie participative mis en œuvre dans seulement 4.500 communes à l'échelle européenne.

L'enveloppe vouée aux subsides pour l'association Coup de pouce et les comités de quartier est maintenue à 30.000 €.

En matière de solidarité citoyenne, le doublement du subside voué aux calamités permettra à la commune de soutenir, même de façon modeste, les populations en difficulté, comme ce fut le cas en 2023. M. Junqué espère que la situation sera moins dramatique en 2024, mais il y a lieu d'en douter en raison du bouleversement climatique et du contexte géopolitique.

M. Junqué constate que l'augmentation de la dotation au CPAS dépasse la norme de croissance prévue au plan triennal. Commune et CPAS sont dans un dialogue permanent et évalueront la situation au fil des mois.

Les efforts supplémentaires en faveur de la zone de police sont très positifs car préserver la sécurité est aussi une démarche sociale.

M. Junqué mentionne l'augmentation de la dotation à l'ASBL Le Pas et les efforts supplémentaires pour les subsides accordés aux organismes d'aide aux ménages, qui passent de 20.000 € à 47.000 €, ainsi que l'aide fournie à l'« Open Free Go », qui reçoit presque autant que l'ensemble des autres associations à caractère social.

L'implication de 17 services communaux dans le « gender budgetting » a abouti à 6 lignes budgétaires allant dans le sens d'une meilleure égalité entre les sexes. À cet égard, M. Junqué cite notamment le réaménagement de la cour de récréation de l'école du Centre en vue d'un meilleur partage de l'espace.

Pour ce qui concerne le budget extraordinaire, mieux vaut investir aujourd'hui dans la transition juste que subir demain les dégâts des bouleversements climatiques, qui s'avèreront plus coûteux.

Les différents rapports consacrés à cette thématique évoquent la nécessité d'investir de 1 à 3 % du PIB par an pour atteindre la neutralité carbone en 2050 alors que subir les dégâts sans réagir entraînerait une charge annuelle de 5 à 20 % du PIB.

La conduite Fond'Roy – Kawwberg permettra d'améliorer le maillage bleu de la commune et favorisera la biodiversité.

M. Junqué souligne encore la rénovation de la salle Stroobant et de la tribune du Racing.

Mme Fremault rappelle que ce dernier budget de la législature 2018-2024 s'inscrit dans un contexte tendu en raison des conséquences de la crise du covid, pour laquelle les communes ont été en première ligne.

À cette crise sans précédent a succédé la crise énergétique liée au conflit russo-ukrainien. Cette guerre a provoqué l'arrivée sur le territoire régional d'un nombre important de personnes en provenance de l'Ukraine.

La commune doit en outre gérer l'indexation salariale et l'organisation des prochains scrutins électoraux.

Dans un tel contexte, le Collège garde le cap, grâce à une gestion rigoureuse des finances locales, sans augmenter la fiscalité et en confortant l'équilibre.

La bonne santé financière, assurée grâce à un boni de 2 millions d'euros sur un budget de 200 millions d'euros, permet à la commune de voir l'avenir avec optimisme sans faire preuve de cécité à l'égard des difficultés futures.

Les investissements prévus à l'extraordinaire attestent le développement de politiques volontaristes répondant aux enjeux de la société actuelle, notamment la problématique de la précarité, étant donné que le taux de précarité en région

bruxelloise avoisine les 40 %. Mme Fremault précise à cet égard que sur le territoire régional, une famille sur deux est monoparentale alors qu'il y a 10 ou 15 ans, c'était le cas d'une famille sur trois.

Ce budget a un axe social très marqué. Les familles, quelle que soit leur configuration, sont au cœur des préoccupations du Collège, ce qui se traduit notamment par l'augmentation de la capacité des crèches communales.

Uccle se mobilise en faveur d'une politique sociale inclusive en soutenant le monde associatif et en augmentant de 5 % la dotation au CPAS.

Le budget 2024 ne néglige pas la sécurité des Ucclois, puisque la dotation à la zone de police va être augmentée de presque 5 %.

Mme Fremault évoque aussi les investissements importants dans le patrimoine communal, qui se traduisent par l'entretien du bâti, le lancement de toute une série d'initiatives en matière climatique et environnementale, la politique de mobilité et de stationnement.

Mme Fremault remarque le Collège est très attentif à l'évolution de la dette communale et que les services communaux procèdent donc au monitoring de cette dette, qu'elle avait appelé de ses vœux.

M. De Bock aurait aimé que les représentants du parti Ecolo au Parlement régional fussent aussi enclins que leurs homologues ucclois à défendre des budgets sans augmentation d'impôts. Mais il ne faut pas perdre de vue que le budget présenté aujourd'hui s'inscrit dans un contexte préélectoral.

Néanmoins, il y a lieu de se réjouir du fait que les impôts n'ont pas été augmentés sous cette législature, alors que par exemple à Forest, le précompte immobilier a été augmenté de 30 %. Une telle augmentation affecte non seulement les propriétaires mais aussi les locataires, qui en subissent la répercussion sur leur loyer quelques années par la suite. Et dans le cas où le blocage des loyers serait décidé pour compenser l'effet d'une telle hausse, les propriétaires en viendraient à ne plus entretenir les immeubles et on aboutirait à des situations catastrophiques en termes de salubrité.

Il faut toutefois reconnaître qu'Uccle est plutôt une commune aisée. Selon l'étude réalisée par Belfius, la moyenne régionale des recettes issues du précompte s'élève à 750 € par habitant pour le précompte immobilier et à 250 € par habitant pour l'IPP, alors qu'à Uccle, ces recettes se situent respectivement à 823 € par habitant et à 350 € par habitant. Uccle a dès lors engrangé 15 millions d'euros de plus par rapport à la moyenne régionale.

Depuis 2018, les recettes du précompte immobilier ont pu augmenter de 33 % grâce à la croissance démographique, à l'aménagement de nouveaux logements, à la rénovation de certains immeubles, aux révisions de revenus cadastraux. La croissance des recettes a été supérieure à celle de l'inflation, qui, durant cette période, a augmenté de 22 %.

M. De Bock souligne cependant que les moyennes cachent des disparités importantes, dans la mesure où une part toujours plus restreinte de la population s'enrichit de plus en plus alors que la part des personnes précarisées ne cesse d'augmenter.

Uccle compte 7 % de la population bruxelloise mais sa part dans la richesse régionale est passée en 20 ans de 11 % à 9,9 %, selon les statistiques relatives à l'impôt des personnes physiques. Cela signifie que la classe moyenne supérieure migre en périphérie. La part des personnes gagnant 50.000 € bruts par an, soit 3.000 € nets par mois, s'élève à 27 % dans le Brabant wallon, 28 % dans le Brabant flamand et 21 % à Uccle, la moyenne en région bruxelloise s'élevant à 14 %.

Vu que deux fois moins de citoyens des classes supérieures contribuent à la richesse commune en région bruxelloise, il faut solliciter davantage les classes inférieures pour assurer l'ensemble des besoins sociaux.

M. De Bock estime que des mesures telles que l'affectation de 70.000 € à une prime complémentaire « châssis » octroyée à des citoyens déjà titulaires d'une prime régionale sont inopportunes.

Il serait plus utile de développer une politique plus dynamique en matière de logement social, de manière à avoir un taux minimal de 5 % pour des logements de ce type.

Il y a encore certains bâtiments communaux qu'il conviendrait de vendre. L'ancienne Maison communale étant toujours utilisée, ce bâtiment fait-il l'objet de mesures d'économie d'énergie semblables à celles en vigueur dans le nouveau Centre administratif ? À cet égard, M. De Bock souhaiterait disposer de données globalisées pour l'ensemble des bâtiments communaux, incluant le nouveau Centre administratif, le bâtiment COS et les autres immeubles relevant de la commune.

La prime « Be home » a un nombre trop limité de bénéficiaires par rapport aux personnes qui sont effectivement en situation de précarité, étant donné qu'Uccle, contrairement à son image de commune riche, compte environ 21 % de personnes dont les revenus mensuels sont inférieurs à 1500 €, sans compter les allocataires du CPAS.

Depuis 2018, les dépenses de personnel ont augmenté, puisqu'elles sont passées de 54 % à 57,6 %. Cette augmentation relative s'explique surtout par les sauts d'index, les cotisations sociales et les charges de pension mais il s'avère que le nombre d'équivalents temps plein a été maîtrisé depuis 2018. Il convient de mettre ce résultat à l'actif de Mme l'Echevin Delwart et de sa majorité.

Le résultat global est passé de 17 millions d'euros à 2018 à 12 millions d'euros pour cette année-ci.

Avant 2018, les comptes s'avéraient plutôt de bonnes nouvelles par rapport aux budgets votés et depuis lors, la situation s'est inversée.

M. De Bock considère que sans les 2,5 millions d'euros de la Dotation générale aux communes, pour laquelle il s'est mobilisé avec Mme Fremault et M. Cornelis, et sans les 4 millions d'euros de la scan car, Uccle serait dans une situation financière périlleuse.

M. De Bock est déçu du sort réservé aux ASBL, étant donné que l'augmentation moyenne de 3 % est très inférieure à l'inflation. Vu que les ASBL ont une charge de personnel, il ne fallait pas opter pour une aide trop restrictive, et ce d'autant plus que la part dévolue aux ASBL représente à peine 1,5 % du budget communal.

M. De Bock considère que les opérations comptables menées par Mme l'Echevin Delwart ont abouti à mettre en partie la dette dans le budget extraordinaire. De fait, la dette est mieux gérée, elle coûte moins cher par an mais le stock de dettes augmente et va constituer un véritable enjeu dans les circonstances actuelles.

Tout en reconnaissant la présence d'éléments positifs, le groupe DéFI ne pourra pas approuver ce budget dans son intégralité.

***M. Cornelis** espère être en mesure de présenter le budget du CPAS en février 2024.*

L'élaboration de ce budget s'avérera plus complexe que l'année dernière.

L'activité de l'Infobus pourra être poursuivie en 2024 grâce à une aide de la Région.

***Mme Culer** rappelle que pour la 6ème fois sous cette législature, le Collège propose un budget en boni, de surcroît sans augmentation des impôts, ce qui démontre une fois de plus l'efficacité d'une gestion libérale.*

Si Uccle figure dans le peloton de tête des communes bruxelloises les moins taxées, ce n'est évidemment pas le fruit du hasard.

En matière de dépenses, les dotations au CPAS et à la zone de police ont été augmentées de près de 5 %. La sécurité et l'aide aux plus démunis faisant partie de l'ADN des libéraux, le groupe MR ne peut que se réjouir de voir le Collège donner au CPAS et à la zone de police les moyens de remplir leur mission.

L'organisation des deux scrutins électoraux coûtera près de 500.000 € à la commune, ce qui est loin d'être une somme dérisoire.

Les frais de personnel représentent plus de 57 % des dépenses, mais sans les 1150 agents que compte l'administration si l'on y inclut les enseignants des 11 écoles communales, rien ne serait possible.

Il a fallu compenser l'augmentation de plus de 25 % des frais d'énergie par une maîtrise des dépenses de fonctionnement et des dépenses résultant de la gestion de la dette.

Cette augmentation des coûts de l'énergie est partiellement compensée par les investissements visant à réduire la consommation. Cela s'est traduit au Centre administratif par l'installation d'un dispositif de riothermie et le placement de panneaux photovoltaïques.

Le Collège a veillé à maîtriser les subsides aux associations, de manière à ce qu'ils ne dépassent pas 2 % du budget, soit 4 millions d'euros, tout en créant ou en maintenant des primes aux habitants pour toute une série d'investissements : le soutien aux commerces, l'achat de vélos électriques, la rénovation de châssis, l'aménagement de citernes d'eau de pluie.

Le taux d'endettement est aussi sous contrôle puisque, malgré les nombreux investissements, la charge annuelle de la dette est passée de 177 € par habitant en 2019 à 130 € par habitant en 2024.

Mais la maîtrise des dépenses ne signifie pas pour autant un manque d'ambition de la part du Collège, car de nombreux projets ont vu le jour au cours de cette législature : le nouveau centre administratif, la rénovation et l'extension des écoles de Calevoet et du Merlo, l'extension de la crèche du Chat, la transformation des bâtiments du n° 25 de la rue Auguste Danse pour l'accueil de l'ensemble des cours de promotion sociale, l'étude pour l'installation d'une piscine naturelle, le soutien au musée Van Buuren et à l'Open Free Go, l'achat de cendriers de rue pour les quartiers commerçants avec un abonnement pour le recyclage des mégots récoltés, la réfection de nombreuses voiries, la rénovation de la salle de sport Stroobant, l'aménagement des espaces verts.

Le groupe MR votera ce budget avec enthousiasme.

***M. Vanraes** est heureux de constater que ce débat budgétaire ne donne pas lieu à un pugilat entre majorité et opposition.*

Le Collège fait preuve d'une grande flexibilité. Il en a d'ailleurs déjà fait preuve à l'occasion de la crise du covid.

Cette flexibilité est d'autant plus nécessaire que la commune, la région et la société en général évoluent à une vitesse considérable.

Qui aurait imaginé il y a 10 ans qu'il y aurait des centaines de magasins le long de la chaussée de Waterloo entre la Bascule et le Fort Jaco ? Vu que le centre-ville a tout misé sur le tourisme en oubliant les habitants, de nombreux commerçants ont décidé de s'installer dans des communes telles qu'Uccle, ce qui requiert des adaptations de la part de ces dernières.

L'exigence de proximité est d'autant plus impérieuse qu'un nombre croissant de personnes souffre de solitude. La commune peut à cet égard jouer un rôle préventif en développant un tissu social grâce au soutien à la vie associative et à l'installation de commerces de proximité.

Vu qu'un boni est dégagé, la commune dispose d'une marge de manœuvre pour mener une politique très active.

Pour ce qui concerne la gestion de la dette, M. Vanraes remarque que depuis

un mois, les taux d'intérêt baissent à nouveau. Selon les banquiers, les taux d'intérêt vont très vite se situer aux alentours de 2 %, soit plus ou moins le taux de référence observé depuis une cinquantaine d'années.

Il est normal que les effectifs du personnel augmentent lorsque la population administrée augmente. M. Vanraes souhaiterait néanmoins obtenir des informations plus détaillées sur la mesure de la charge de travail et la répartition des effectifs entre les différents postes.

Quoi qu'il en soit, M. Vanraes est heureux de voter ce budget.

Mme l'Echevin Delwart *répond qu'une majorité a la responsabilité de trancher, de faire des choix, et choisir signifie renoncer.*

Par exemple, le Collège n'a pas opté pour une prime « Be home » parce qu'elle mettrait en danger l'équilibre financier de la commune. Le Collège a préféré intensifier la prime de compensation du précompte immobilier afin d'aider les propriétaires plus précarisés, mais pour des montants supérieurs aux potentialités de la prime Be home dans d'autres communes.

M. Cools s'est inquiété du fait que les droits constatés étaient moindres que les estimations. Cependant, plus de 7,5 millions de recettes du précompte immobilier à la demande de Finance Brussels. De plus, on applique un facteur « Z » sur l'estimation, ce qui signifie qu'on établit une moyenne de l'écart entre les estimations et les droits constatés pour éviter une surestimation des recettes au précompte immobilier.

M. Cools ayant pointé des dépenses de fonctionnement qui seraient peut-être trop élevées, notamment pour les frais de réception et de manifestation, Mme l'Echevin Delwart précise qu'il arrive de façon récurrente à la tutelle de reprocher non des dépenses réelles au compte trop élevées mais des surestimations du budget, ce qui s'explique par l'attitude prudente adoptée par le Collège.

Toujours est-il que plus de 10 millions d'euros ont été mis de côté sur les quatre années où les comptes sont clôturés. Mme l'Echevin Delwart espère que les comptes 2023 et 2024 s'inscriront dans la même voie. Elle reconnaît toutefois que la capacité à mettre de l'argent de côté est moindre sous cette législature que par le passé parce qu'il n'y a pas la même proportion entre les facteurs d'augmentation des dépenses et les facteurs d'augmentation des recettes : il n'y a pas eu d'augmentation des impôts, si ce n'est l'indexation stricte et les éléments relatifs aux constructions évoqués pour le précompte immobilier. Comme il n'y a pas le même différentiel, il a fallu être plus vigilant en matière de dépenses.

En matière de personnel, on a des procédures de recrutement très qualitatives. Le résultat, c'est qu'en fait on a d'une part une évolution de nos modes de vie qui fait qu'on a plus de temps partiel que précédemment donc effectivement en unité agent communal on a un nombre plus élevé, en équivalent temps plein il y a une volonté du Collège de maîtriser le nombre d'équivalents temps plein, pas de le diminuer mais la raison pour laquelle vous pouvez voir une fluctuation c'est qu'en fait la vitesse à laquelle on arrive à remplacer certains départs fait qu'on va avoir un gain. Et là où on est tout à fait transparent c'est que le budget qu'on vous présente c'est avec les recrutements tels qu'on les souhaiterait dès le 1er janvier avec les salaires. Dans les faits on est souvent un peu en deçà de ces résultats-là et quand vous avez les chiffres dans les caractéristiques de la commune au 30 juin 2023, c'est comme ça qu'on des chiffres un peu en deçà que les prévisions budgétaires 2024. Donc, il n'y a aucune manipulation : il y a une photographie de la réalité d'une part et une ambition dans le budget d'autre part. L'ambition est un petit peu plus importante que la réalité parce que les ressources humaines sont un défi à l'heure actuelle ; il faut réussir à répondre aux différentes aspirations et en même temps pouvoir délivrer les services. La suggestion de M. vanraes est tout à fait intéressante ; évidemment, le

calcul de la charge de travail a déjà été fait en partie pour les crèches crèches puisqu'il y a un audit qui a été effectué pour vraiment essayer d'optimiser cette dimension-là. Il y a des métiers qui s'y prêtent évidemment plus que d'autres. Mais il s'agit sans doute d'un chantier de longue haleine qui s'ouvre devant nous. Mais donc sur les frais de personnel, les raisons de l'augmentation ont été cités : les 4% d'indexation, l'augmentation barémique, le 1,3 million d'augmentation avec une partie significative. Mme l'Echevin Delwart pense qu'on peut s'en réjouir pour les niveaux C, D et E de l'administration (plus de 840.000 €). C'est là que les augmentations barémiques interviennent en premier mais donc ça vient en plus de l'indexation. M. Hayette a posé la question du 2ème pilier qui s'adresse à l'ensemble de nos contractuels, on a passé d'ailleurs dans ce Conseil le cadre et le règlement d'application du 2ème pilier et ça permet à Mme l'Echevin Delwart de faire la jonction avec la question épineuse des pensions ; c'est évident qu'on a devant nous un chemin qui fait que la charge des pensions ne fait qu'augmenter. On était à un peu plus de 11 millions en 2022, on est à un peu plus de 15 millions aujourd'hui dans ce budget 2024. Ça ne va malheureusement pas aller en diminuant et il faudra voir aussi à l'issue des élections fédérales à venir ce que les différents niveaux de pouvoirs fédéraux et régionaux pourront continuer à faire pour aider les communes à faire face à ces coûts puisque qu'on a maintenant 2 courbes qui se sont croisées, la cotisation de base est devenue plus faible que la cotisation de responsabilisation. Ça signifie qu'on a moins de statutaire ; donc, on paye plus cher notre cotisation de responsabilisation. On a une politique durable dans notre commune - elle ne date pas de cette mandature - de statutarisation sur base de la qualité et du mérite, c.à.d. qu'il n'y a pas d'automatisme ; ce sont des examens, c'est assez lourd à organiser donc ça produit moins rapidement des statutaires. Mme l'Echevin Delwart ne partage pas à 100% la lecture de M. Cools sur la nécessité de statutariser à tour de bras. Elle pense qu'il y a des fonctions qui s'y prêtent et d'autres moins et que des personnes n'ont pas le souhait ou la volonté d'être statutaires, elles sont tout à fait satisfaites de la situation de contractuel mais un équilibre doit pouvoir être préservé à cet égard.

Après avoir évoqué les frais de fonctionnement et les frais d'énergie, Mme l'Echevin Delwart souhaite parler d'un élément qui n'apparaît pas de façon évidente, c'est un glissement de dépenses. En fait, pendant de nombreuses années on achetait les véhicules et aujourd'hui on est passé en leasing. On est passé en leasing pour deux raisons. La première c'est que le défi de l'électrification des véhicules fait que c'est beaucoup plus difficile d'acheter intelligemment des véhicules et la gestion ou l'entretien par ailleurs de ce type de véhicule est plus intéressant via un leasing, d'autant plus que des marchés conjoints sont organisés. Mais donc forcément c'est un déplacement de coût. Vous avez dans le programme extraordinaire les achats de véhicules qui baissent nettement, vous avez des très grosses machines qu'on continue à acheter ; sinon les autres ont glissé en leasing. C'est ce qui explique également en partie le différentiel identifié par M. Cools entre les dépenses de fonctionnement aux comptes il y a quelques années et ce budget 2024 en la matière.

Ce budget est sérieux. Les dernières années l'ont démontré en ce compris dans des situations exceptionnelles de crise covid, de guerre et d'inflation galopante. On a eu la capacité de confirmer nos bonis budgétaires en boni comptable parce que la méthode est assez robuste et a été éprouvée avant que Mme Delwart ne devienne échevine des Finances.

Concernant les recettes, M. Cools a parlé du phénomène de la scan-car et s'il est vrai qu'il y a des recettes qui en découlent, à nouveau des recettes qui sont utiles, on est deçà des dotations générales aux communes puisqu'on parle de moins de 8 millions d'€, on est à même pas 4% de l'ensemble de nos recettes, donc on ne peut pas dire que ce soit l'outil budgétaire par excellence. La réglementation du parking n'est pas un outil budgétaire, c'est un outil indispensable de gestion de stationnement

dans une ville.

Cette politique de réglementation ne date pas de cette mandature et in fine les zones réglementées n'ont pas nettement augmenté de ce point de vue-là et en pointant l'augmentation des recettes, vous démontrez aussi qu'il ne s'agit pas d'une explosion complète non plus. Il y a un usage de la voiture qui se pérennise, il faut le constater et ça engendre effectivement ces éléments de recette-là mais ce serait inexact de dire qu'on en a fait un outil strictement budgétaire.

M. Cools affirme chaque année que le budget d'investissement est trop important. Mais le montant du budget extraordinaire en 2014 était de 38,5 millions, il est de 41,8 millions aujourd'hui ; on ne peut parler d'une explosion des investissements. C'est la part nécessaire pour entretenir une commune aussi vaste que la nôtre avec 86.000 habitants, on ne peut considérer que le budget extraordinaire est surévalué.

Force est de constater que soit les budgets coûtent inévitablement plus cher que ce n'était le cas par le passé, on a parlé du 25 Danse à 5,5 millions. C'est le coût de ce genre d'investissement si on veut répondre à ce que plusieurs d'entre vous ce soir ont indiqué, on doit relever des défis colossaux en matière climatique, en matière énergétique et donc si nos bâtiments que nous rénovons aujourd'hui ne sont pas mis aux normes de demain, c'est-à-dire en essayant de couper l'alimentation en énergie fossile d'un tel bâtiment pour qu'ils soient alimentés uniquement par des énergies renouvelables, on passe à côté de notre responsabilité pour les générations futures ; ça a un coût, ça a été évoqué.

Le Collège a l'intention de vendre le bâtiment de la rue Victor Gambier. Par prudence on n'a pas inscrit un chiffre devant parce qu'on n'est pas du tout sûr que dans l'état actuel des contraintes urbanistiques, on va y parvenir. Si nous ne parvenons pas à brève échéance, c'est-à-dire dans les premiers mois de l'année 2024 à vendre cet endroit, on va continuer à l'exploiter parce qu'en faire un chancre n'est certainement pas une bonne option. Pour pouvoir continuer à l'exploiter, il y a des travaux indispensables et donc à nouveau, on a indiqué dans ce budget extraordinaire les investissements minimaux nécessaires pour continuer à utiliser cet espace pendant qu'en parallèle on fait le nécessaire sur le plan urbanistique pour réaliser cette vente. Donc voilà les explications de ces 290.000 €.

On emprunte 40 millions d'€. Ils financent les programmes extraordinaires passés, qui sont réalisés, dont les factures sont émises, on est sûr qu'on doit cet argent, on n'emprunte pas un euro de plus que ce qui est nécessaire. Par contre nous avons un fond de réserve, c'est notamment le fruit de la vente de Brutélé, que là on peut utilement placer, notamment à court terme, dans des placements où on ne doit pas payer de précompte mobilier et qui peuvent générer de la recette. Et aujourd'hui, c'est plus intéressant d'emprunter ces montants pour payer les programmes extraordinaires passés que d'utiliser l'argent dont on dispose aujourd'hui, qui lui peut générer de la recette. Il s'agit donc bien d'augmenter le solde de dettes de 40 millions pour couvrir les investissements passés. La fin de 18,19,20,21,22,23 et une partie de 24 seront couverts par cet argent de Brutélé qu'on fait travailler aujourd'hui et qui payeront quand ils seront effectivement réalisés parce que si vous êtes attentifs vous aurez vu que Stroobant ou Auguste Danse se trouvaient déjà dans le budget extraordinaire des années passées ; ce sont des projets qui mettent du temps à se réaliser définitivement. Donc si on calcule et qu'on additionne purement toutes les dépenses des derniers budgets extraordinaires, on arrive au montant que vous évoquiez de 202 millions mais ça veut dire qu'on aura payé deux fois la salle Stroobant et 2 fois Auguste Danse, ça n'arrivera pas. Donc en fait, le solde de dettes va grimper jusqu'à 120 millions d'€ ; c'est toujours plus bas qu'en début de législature. Vous pouvez le trouver à la page 47 et 48 des annexes du budget où vous voyez que même en atteignant 120 millions de

solde de dettes, on est revenu malgré tout à un solde plus raisonnable.

M. Hayette a posé une question précise sur le musée Van Buuren ; en fait il y a deux chiffres, il y a un chiffre à l'ordinaire : c'est un soutien structurel au travers d'une convention qui vous sera présentée par Mme l'Echevine Ledan au mois de février prochain, c'est 30.000 € sur base annuelle et 10.000 € cette année en budget extraordinaire pour le soutien aux investissements à réaliser pour la politique muséale ; le musée est soutenu par la Commission des Monuments et Sites pour la rénovation du bâti mais pas pour sa pratique muséale puisqu'il n'est pas reconnu en tant que tel. Il s'agit là de pouvoir offrir une expérience aux visiteurs plus interactive et qui s'adresse à un plus large public. Mme l'Echevine Ledan aura le temps de le détailler mais ça passera aussi alors par la possibilité pour les Ucclois d'avoir un accès privilégié à ce musée.

M. Hayette a un peu taquiné la majorité sur la politique sociale et inclusive ; moi je pense qu'au travers de l'ensemble de ce budget on peut évidemment s'arrêter aux mots et aller voir qu'à l'action sociale il y a 2.000 € pour le projet de la rencontre. On peut aussi voir les investissements dans les écoles, dans les crèches, dans les centres sportifs, dans le soutien à l'Open Free Go, dans les plus de 22 millions de dotations au CPAS par ailleurs et alors on voit se dessiner en filigrane une vraie politique sociale et inclusive.

On a parlé des plus riches, des moins riches ; il est évident que la croissance du précompte est venue aussi de l'accroissement du parc immobilier et M. De Bock a embrayé en indiquant que la part du logement public avait diminué parce qu'en fait il y a eu plus de constructions privées, mais il y a dans ce budget des projets en matière de lutte contre les logements inoccupés qui se retrouvent dans le budget extraordinaire à l'initiative de M. l'Echevin Biermann pour continuer à avoir une proportion de logements publics à la hauteur de nos responsabilités.

Pour ce qui concerne les recrutements la ventilation entre les différents services, Mme l'Echevin Delwart propose de présenter au début de l'année 2024 le rapport sur les ressources humaines afin de donner une ventilation plus précise. Vu l'évolution des tâches et la technicité, on observe un glissement où on a de moins en moins d'agents de niveau E et D et de plus en plus d'agents de niveau C, B et A, ce qui explique aussi l'augmentation parce que les barèmes ne sont pas les mêmes, donc avec un même nombre d'équivalents temps plein, il y a une masse salariale plus importante.

Pour ce qui concerne le budget extraordinaire, l'emprunt sera contracté dans les premiers mois de l'année 2024 ; à nouveau on a vu passer les documents de marché ici dans ce Conseil il y a quelques semaines de cela et c'est le Receveur qui engagera sa responsabilité légale au moment adéquat pour emprunter aux meilleures conditions dans le cadre que lui a fixé le Conseil communal.

On a parlé consommation énergétique, c'est 4 fois moins dans ce bâtiment-ci. On a un immense défi énergétique dans nos écoles, dans nos bâtiments, dans nos centres sportifs. Ce sont des bâtiments vieillissants pour la plupart d'entre eux. Ce que vous appelez le Facility management, ce sont en fait tous ces investissements dans nos bâtiments pour lesquels il y a encore une marge de progression. C'est très bien monitoré, il y a une équipe qui est dédiée à ça dans les services de M. l'Echevin Biermann et on a encore eu l'occasion d'avoir une présentation en Collège pour que dans les années à venir on soit plus performant énergétiquement parlant.

La situation des ASBL a été examinée au cas par cas.

Pour ce qui concerne les des 202 millions d'euros, un autre volet de réponse consiste dans taux de réalisation du budget extraordinaire, M. Vanraes y a fait

référence et Mme Maison dans sa grande sagesse avait posé la question à l'issue de la commission. Mme l'Echevin Delwart dispose donc des chiffres et effectivement on a des budgets d'investissement ambitieux parce qu'on sait que l'ambition ça prend du temps et que parfois il faut les présenter une 1ère fois, une 2ème fois et une 3ème fois pour arriver au moment de sa réalisation et on est donc à des taux avoisinant 70 à 54% pour le budget extraordinaire 2022, qui a été réalisé pour 2023 ; la série est encore en cours : il est évident que dès le moment où ce sont des investissements d'une ampleur aussi importante, dans certain cas on n'arrive pas à clôturer ça en une année et ça peut nous prendre deux années. Raison pour laquelle on ne va évidemment pas emprunter pour 100% de ce budget qui vous est présenté mais bien attendre que les budgets soient réellement déclenchés et que les factures soient émises.

M. l'Echevin Wyngaard précise que par rapport au stationnement, l'objectif n'est pas de renflouer les caisses communales. L'objectif est de garantir une rotation suffisante dans les quartiers commerçants. Après la période Covid, plusieurs sont venus nous trouver en demandant que la réglementation stationnement soit réintroduite au plus vite parce qu'il y avait un phénomène de véhicules ventouses sur les artères commerçantes qui posaient problème pour les clients. Le second objectif consiste à protéger le stationnement des riverains. Plus de 95% des zones réglementées aujourd'hui l'étaient déjà en 2017. Il y a donc eu il y a quelques mois des modifications à la marge qui faisaient suite à des constats, des évaluations sur le terrain, des demandes d'habitants avec des adaptations de la réglementation mais ceci est relativement marginal : pour l'essentiel la réglementation des voiries est l'œuvre de la majorité précédente. et M. l'Echevin Wyngaard et son groupe étaient globalement d'accord avec les choix posés à l'époque.

Par rapport à la recette en matière de stationnement, il a effectivement été rappelé que nous sommes amenés à implémenter des mesures et des décisions qui sont prises au niveau régional, par rapport auxquelles certains sont plus ou moins solidaires en fonction des périodes et des assemblées au sein desquelles ils siègent. Mais il faut rappeler aussi qu'il y a des dépenses inhérentes au service de stationnement et qui s'élèvent à plus de 2 millions d'euros ; quand on parle de recette de plus de 7 millions ce sont des recettes brutes, dont il convient de retirer les frais liés aux horodateurs, au leasing, à l'entretien, à la gestion, au personnel qui doit assurer un suivi en la matière.

Concernant la Vieille rue du Moulin, il ne s'agit pas de l'ensemble de l'axe Vieille rue du Moulin, on parle bien du tronçon entre les sources du parc Fond'Roy et le carrefour Dolez/Vieille rue du Moulin. Et puis l'idée est de traiter l'avenue Dolez entre la Vieille rue du Moulin et la chaussée de Saint-Job. Tout ceci s'inscrit dans le continuum gestion des eaux fluviales et prévention des inondations dans la vallée de Saint-Job. Et donc les mesures qui sont proposées ici vont induire un réaménagement de l'espace public mais visent avant toute chose à prévenir les inondations et à renforcer les mesures qui ont déjà été prises à très juste titre depuis plus de 10 ans dans la vallée de Saint-Job.

M. l'Echevin Lambert-Limbosch : on a beaucoup parlé du CPAS, mon espoir c'est qu'on ne parle que du CPAS et qu'on évacue le débat sur le budget du CPAS en février prochain. Je voudrais remercier l'ensemble des intervenants pour la nuance des propos ce soir. Je pense que dans d'autres enceintes les débats sont beaucoup plus clivants et parfois on manque de cette nuance élémentaire ; tout le monde a bien souligné l'importance du travail social qui doit être fait à Uccle et plusieurs d'entre vous ont fait les comparatifs sur plusieurs années, je l'ai fait aussi ; je ne sais pas si c'est une façon d'intégrer l'idée qu'on arrive dans la dernière année de la mandature mais en tout cas ce sera encore une année où on va travailler, je

peux vous l'assurer, on ne sera pas là à faire campagne. En tous cas au niveau du Collège j'ai le sentiment que tous les collègues sont là avec l'idée de continuer à faire le travail qui doit être fait pour les Ucclois. Et donc en fait si on prend l'exemple du budget du CPAS, si on compare 2018 à 2024 et bien on est bien au-delà des 22% d'évolution de l'indexation, de l'évolution de l'indice santé et des prix à la consommation, c'est dire en fait si le travail a été fait dans le soutien au CPAS sous cette mandature, ainsi que pour la zone de police.

On a parlé à différents niveaux du problème au point de vue travail à faire ; effectivement en matière d'action sociale, le focus pour cette année 2024 au niveau de l'action sociale sera sur la cohésion sociale. On a commencé le travail et notamment sur l'impulsion de la COCOF et on va le poursuivre en faisant évoluer les centres récréatifs des seniors vers un modèle de maisons de quartier. Les activités seniors c'est une préoccupation pour moi comme Echevin des seniors, continueront d'y avoir leur place mais surtout on a fait le constat qu'il y avait énormément de plages horaires encore disponibles. On a aussi fait le constat et on a eu l'occasion dans les rencontres citoyennes du quartier de faire le bilan, notamment sur toutes les demandes qui avaient été exprimées et dans ces demandes il y avait aussi le besoin exprimé par les situations d'avoir des lieux où se rencontrer dans leur quartier à proximité de chez eux. L'ambition ici sera d'avoir des maisons de quartier qui rempliront cette mission. Du personnel a déjà été engagé à cette fin et d'autres membres du personnel viendront gonfler l'équipe pour faire ce travail de proximité dans les maisons de quartier. C'est un projet assez ambitieux, un projet dans lequel Uccle va apprendre beaucoup de choses parce qu'il n'y avait pas de maison de quartier dans notre commune au contraire d'autres communes. Ça va nous occuper grandement en 2024, c'est un beau projet et je remercie d'ailleurs mes collègues du Collège de le soutenir. Je vous donne rendez-vous à ce niveau-là avec une première inauguration dans le Homborch, le quartier n'a pas été choisi au hasard, c'est un quartier où le travail de cohésion sociale est super important, l'inauguration aura lieu normalement le 21 février.

M. Cools : merci à Mme Delwart et ses collègues du Collège pour les réponses qu'ils viennent de nous donner. Elle ne s'étonnera pas que je ne les partage pas toutes et je vais développer cela dans quelques instants. Mais comme M. Vanraes j'aurais tendance à dire qu'aujourd'hui le débat me semble de bonne tenue, évidemment avec des positions différentes selon les bancs que nous occupons mais disons de manière respectueuse les uns envers les autres.

Je voudrais revenir sur l'intervention de M. Junqué ; je crois qu'il n'a pas bien compris ce que j'ai dit. Je n'ai pas dit que j'étais contre la transition énergétique et contre des investissements pour permettre cette transition, j'ai dit exactement l'inverse et que parmi les projets que j'ai épinglés comme positif dans le budget extraordinaire j'ai cité en particulier par exemple la piscine Longchamp, notre bâtiment le plus énergivore. J'ajoute que la législature passée, ma collègue alors Echevine de l'Education, Mme Maison et moi-même Echevin de l'Environnement, nous avons mis en route le projet « l'école, l'énergie et moi » dans les écoles communales volontaires. Ce projet avait permis sans investissement de diminuer dans lesdites écoles de 30% les dépenses énergétiques, les consommations énergétiques, simplement par les actions du type sensibilisation « n'ouvrez pas la fenêtre si les radiateurs fonctionnent ou bien fermez le radiateur si vous ouvrez la fenêtre, fermez la lumière en sortant, etc », des choses aussi basiques. Je pense que ce type de programme doit être amplifié dans toutes les écoles et même au-delà des écoles communales, dans tous les réseaux d'enseignement. On a parlé des bâtiments sportifs, là aussi il y a certainement aussi des actions de sensibilisation à mener. Dans ce budget, quand on parle

d'environnement, de climat, de mobilité douce, il y a quand même aussi certaines mesures gadget et parmi ces mesures gadget il y a la prime pour un cadenas vélo de 35 à 50€.

M. De Bock a parlé de la fuite des classes moyennes supérieures. Je crois qu'on doit plutôt parler de la fuite des classes moyennes tout cours. Parce qu'à la limite les classes moyennes supérieures ont encore le moyen de rester à Uccle mais les jeunes ménages désertent notre commune. Ça a d'ailleurs des conséquences au niveau du vieillissement de la population et c'est un vrai problème auquel notre commune est confrontée.

On a beaucoup parlé de précompte immobilier ; j'avais souligné dans mon intervention liminaire que la masse du revenu cadastral a augmenté entre 2018 et 2023 ; d'ailleurs cette masse de manière non indexée a augmenté de 2.904.564€ ; et quand on fait une règle de trois et qu'on voit l'impact de l'augmentation de la masse du revenu cadastral sur la recette escomptée au précompte immobilier en 2024, c'est quand même 2,31 millions d'€, ce n'est pas négligeable, c'est presque le montant du boni évoqué. L'évolution de cette masse a deux causes, je ne sais pas si

Mme l'Echevin Delwart a plus d'explications que moi mais je pense qu'à un moment donné ce serait intéressant d'éclaircir : il y a évidemment le parc immobilier qui croît, nouvelles constructions, nouveaux bâtiments, nouveaux précomptes immobiliers qui sont perçus mais il y a également l'opération de péréquation cadastrale qui a été menée ; elle a commencé la législature précédente avec des situations qui étaient tout à fait anormales, des hôtels de maître avenue Molière ou avenue Brugmann ou ailleurs, qui ne payent quasi aucun impôt parce c'était encore recensé comme n'ayant ni salle de bain, ni chauffage central, jamais une mise à jour depuis les années 20 de leurs données ; mise à jour ou des conséquences de rentrées fiscales complémentaires, je ne sais pas quelle partie ça représente des 2,31 millions d'€ et si le travail se poursuit parce que c'est d'abord un travail d'équité et de justice. Il aurait été intéressant que cette recette complémentaire soit affectée à un certain nombre d'opérations d'allègements de la fiscalité immobilière par exemple pour le financement d'une prime Be Home.

D'autre part on nous a parlé du personnel. Si on compare les effectifs, les équivalents temps plein, il y a des différences dans les chiffres mais les évolutions sont les mêmes et il y a une diminution des statutaires très forte et une augmentation des contractuels ; pour l'augmentation des contractuels par exemple en équivalents temps plein entre 2019 et 2023 on est passé de 516,15 à 608,44. Je n'ai jamais qu'il fallait statutariser ou régulariser les statutaires à tout de bras, je ne crois pas qu'il faille le faire. Par contre je crois qu'on doit garder un volet raisonnable de statutaires au sein de l'administration pour les raisons que j'ai évoquées dans ma première intervention et aussi pour permettre des recrutements en direct en tant que statutaires et ça donne une conséquence sur le financement de la cotisation de solidarité.

Lorsqu'on parle d'équilibre du budget, on n'a pas beaucoup parlé de la zone de police ; le cadre de la zone de police n'est pas rempli, il manque 15 policiers au cadre, ça veut dire sans doute 8 pour Uccle. Si le cadre était rempli nous aurions encore quelques centaines de milliers d'euros en plus à payer. Comme M. Hayette, je suis très prudent, d'ailleurs j'ai voté contre, en son temps quand on a voulu lancer le projet d'un nouveau commissariat. Maintenant visiblement même le Bourgmestre dit qu'il faut peut-être reconsidérer cela ; je pense qu'il y a d'autres dépenses plus prioritaires.

Je n'ai jamais dit que la majorité des projets qui se trouvent dans le budget extraordinaire sont à jeter, que ça n'a pas de sens. Je pense que si on les listait il reste sans doute plus qu'un million d'euros qui pourrait être abandonné mais il y a beaucoup de projets intéressants. Ma critique c'est plutôt qu'on n'étale pas suffisamment dans le temps la

réalisation et la concrétisation de ces projets. On doit faire attention, plusieurs l'ont souligné ici, tous les niveaux de pouvoir sont en grande difficulté financière, de l'Europe à la Région en passant par le Fédéral et tout cela va se traduire par une diminution des moyens qu'ils transfèrent aux communes, voire par des charges qu'ils transféreront aux communes ; la Région veut réduire de 5% toute une série de ses dépenses ; je pense que nous devons être extrêmement prudents à cet égard-là.

Les comparaisons en matière de personnel que j'ai parfois entendues par habitant, il faut être prudent parce que tout dépend des services et du nombre de services qui sont rendus dans telle ou telle commune.

Par rapport aux ASBL communales, c'est assez intéressant page 13 des annexes ; visiblement il y a des Echevins qui ont plus de succès que d'autres, ça se voit clairement à l'évolution des budgets des ASBL communales : pour le Centre culturel de 2022 à 2024 on passe quand même de 400.000 à 500.000, c'est quand même une augmentation sensible. Le collègue Ecolo pour l'Action sociale il a un peu moins de chance avec l'Agence locale pour l'emploi, 8.000€ contre 12.395€ les 2 dernières années. L'Agence locale pour l'emploi c'est l'exemple des synergies qui n'existent pas. Nous avons une série de services emploi de manière décentralisée vu qu'il y a l'antenne Actiris, le service emploi du CPAS, le service emploi de la commune, il y a l'ALE qui va s'installer dans la Maison communale place Jean Vander Elst. Mais Actiris et le CPAS sont au 860 chaussée d'Alseberg. Je sais que c'est une idée sans doute simpliste mais je trouvais que regrouper au même endroit tous les services décentralisés sur le territoire de notre commune en matière d'emploi, c'est une belle synergie, c'est surtout un lieu unique pour ceux qui doivent faire des démarches en la matière. D'ailleurs, en ce qui concerne le budget de ces ASBL, pour le Service uclois de la jeunesse ça reste stable depuis 2021 à 30.000 €. Donc c'est très amusant de voir les évolutions dans ces budgets des ASBL. Dans les dépenses qui ne sont pas faites, et j'avais déjà souligné ce point au dernier Conseil communal lorsqu'on a discuté de la solidarité internationale, je pense que les budgets Solidarité internationale sont très limités. J'aurais voulu qu'il y ait un budget de 20.000 ou 30.000 € pour aider l'Ukraine. J'ai cité l'exemple de Malmedy qui envoie des générateurs là-bas. Je crois qu'une commune comme la nôtre pourrait faire quelque chose de concret. J'invite le Collège à réfléchir à des actions concrètes que l'on pourrait faire en la matière et pas simplement donner une fois 1500 € ou 2.000 € à la Croix-Rouge, vraiment nous-même aider et transférer un certain nombre de moyens concrets, physiques, j'avais donné tous les renseignements sur les plateformes qui existent en la matière.

M. De Bock voudrait intervenir sur 4 points.

Le plan des transferts de M. Lambert Limbosch. C'est la seule dépense, transfert CPAS et Police, qui ne bouge pas, c'est 25% globalement du budget en 2018, ça reste 25% en 2024. Donc globalement ça suit l'inflation ; un peu plus pour le CPAS que pour la police. Nous avons eu ces débats où à l'époque M. De Decker disait « je veux qu'on ait la même chose pour la police que pour le CPAS » ; force est de constater qu'on a dû prendre des tangentes un peu différentes et c'est la reconnaissance du fait social, M. Cornélis l'a expliqué aussi, c'est la reconnaissance par le Collège. Effectivement que les besoins sociaux sont importants et qu'ils méritent autant si pas plus d'interventions qu'au niveau de la police.

Sur la piscine, M. Wyngaard vous n'avez pas été attentif. Je n'ai pas parlé du dimanche après-midi pendant l'année, j'ai dit dimanche après-midi pendant les congés scolaires. Vous voyez, j'ai été très soft en intégrant tout ce qu'on m'avait dit et en même temps en étant positif, créatif et constructif puisqu'on parlait de 6 demi-jours. Vous voyez, ce n'est pas ça qui coûte concrètement très cher ; parce que vous nous avez refait la tirade sur les clubs sportifs, il n'y a pas que sportifs, pendant les

vacances scolaires. D'ailleurs vous ne m'avez toujours pas transmis la fameuse étude sur la viabilité du dimanche après-midi, vous aviez promis qu'il y avait une étude qui avait été faite, j'attends toujours.

M. l'Echevin Wyngaard : *sur l'étude, c'est le Président qui s'est engagé à vous la transmettre et je vais le lui rappeler. Par rapport aux vacances scolaires, c'est un peu plus compliqué que cela, c'est-à-dire que ça ne vous aura pas échappé mais les vacances francophones et néerlandophones ne coïncident pas.*

M. De Bock : *pour juillet et août ça va en encore*

M. l'Echevin Wyngaard : *pour juillet et août oui mais il y a le personnel qui prend des vacances, c'est relativement compliqué à mettre en œuvre mais si on peut le faire on le fera.*

M. De Bock : *si on fait la piscine en plein air j'ai dit que ce ne serait pas une mauvaise idée, que c'était une idée intéressante.*

Sur le personnel, 57,6% donc 109 millions d'€ globalement de dépenses. Je maintiens ce que j'ai dit et je vous suis dans le fait qu'il y a 5% de moins d'équivalents temps plein tout confondu, contractuels et statutaires, ce qui me rassure un petit peu. Néanmoins j'attire votre attention, quand vous divisez la masse budgétaire du personnel par le nombre d'équivalents temps plein, on arrive à plus de 110.000 € par personne. Ce n'est quand même pas rien. Evidemment ça comprend tout, la charge des pensions, les cotisations sociales ; ce n'est pas ce que les gens touchent, c'est la masse et la dépense que ça représente pour la commune et donc on comprend mieux pourquoi certaines communes qui n'ont pas anticipé se retrouvent maintenant devant des contraintes très problématiques par rapport à cela. Ce n'est pas pour faire ma pleureuse, que du contraire, c'est pour vraiment dire que quand on parlait des cadenas vélo, le coût administratif d'une prime, quelle qu'elle soit, c'est du travail, fondamentalement un fonctionnaire c'est 300 € par jour; il faut le payer à faire un certain nombre de tâches administratives supplémentaires qu'on va lui demander dès lors qu'il y aura des dossiers à traiter et des formulaires à rentrer.

Au niveau des statistiques j'attire juste votre attention Mme l'Echevine du personnel, c'est que j'ai remarqué, et là c'est intéressant sur l'ensemble du personnel contractuels et statutaires tout confondus on a une baisse importante de nouveau du nombre de personnes résidant en Région bruxelloise ; on passe de 43% à 37% pour les statutaires et de 67% à 62% pour les contractuels.

Sur les dépenses de fonctionnement, le lien avec le personnel et les dépenses de fonctionnement, il y a quand même une augmentation de 1% mais en valeur relative c'est 10% d'augmentation, ça représente 2 millions d'euros par an de plus de charges. C'est un peu étonnant de voir quelque part la maîtrise des dépenses du personnel sur les équivalents temps plein mais en même temps d'avoir besoin de 10% de plus de dépenses de fonctionnement.

Dernière chose, on paye plus d'impôts à Uccle avec des taux très bas. on dit toujours qu'on a le taux le plus bas mais en réalité notre base cadastrale est plus haute qu'ailleurs et je reprends cet exemple pour bien comprendre : si on a une base cadastrale à 1.000, les centimes additionnels c'est un facteur de multiplication, donc fois 3, ça fait 3.000 ; si vous avez dans une autre commune par exemple 600, donc plus bas que 1.000, vous faites fois 4, vous arrivez à 2.400. Et donc vous voyez dans des communes à une base cadastrale plus basse on va payer en réalité moins d'impôt que dans une commune comme chez nous avec des centimes additionnels plus bas mais une base en moyenne plus élevée.

M. Hayette : *21% des personnes qui déclarent des revenus entre 0 et 1.500 €*

ça doit nous faire réfléchir. Je pense que la mixité dans une commune enrichit la commune, contrairement à ce qu'on pense ça ne l'appauvrit pas, ça l'enrichit. Je pense qu'on doit toujours veiller, et vous le faites dans certains programmes, à ne pas augmenter les inégalités entre les gens, je pense qu'il faut continuer à aller travailler. Cette sociologie se modifie. C'est vrai qu'Uccle est une belle commune, que les riches aiment s'y installer mais il ne faudra pas qu'ils n'y ait que des riches qui aiment s'y installer, il faudrait d'autres personnes, en particulier les jeunes. Je salue votre remarque et la qualité de votre réponse notamment en matière d'investissement dans les bâtiments publics pour améliorer justement l'énergie en fait dispersée par ces bâtiments. Je pense qu'une des prochaines étapes serait d'accompagner les jeunes ménages, parce qu'une des difficultés c'est effectivement de pouvoir réaliser des investissements tant au niveau de la Région bruxelloise qu'au niveau d'Uccle, beaucoup de jeunes ne peuvent pas faire ces investissements parce qu'ils n'ont pas les moyens. Il faudrait imaginer une forme de coup de pouce énergétique de manière à ce que les bénéficiaires puissent entamer ces investissements en attendant d'avoir reçu une partie de ces primes. Je ne sais pas comment on peut imaginer un système d'aide à ces familles mais je pense que ça aiderait à ce qu'elles restent et qu'elles s'installent définitivement dans notre commune.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 25 votes positifs, 10 votes négatifs.

Non : Eric Sax, Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Bernard Hayette, Odile Margaux, Véronique Lederman-Bucquet, Cédric Didier Norré, Leïla Kabachi, Jacques Spelkens.

Begroting 2024

De Raad,

Aangezien het ontwerp van de begroting 2024 de volgende resultaten aangeeft :

VOOR DE GEWONE DIENST

Resultaat van het dienstjaar : overschot van 2.472.843,35 €

Globaal resultaat : overschot van 12.472.843,35 €

VOOR DE BUITENGEWONE DIENST

Totaal van de buitengewone uitgaven : 41.781.710,48 €

Te ontvangen subsidies : 8.162.303 €

Totaal van de uitgaven ten laste van de gemeente 33.626.407,48: €

Legt het ontwerp van de begroting 2024 zoals hierboven voorgesteld vast.

De burgemeester zegt dat een stemming over de begroting altijd een hoogtepunt is in het leven van een gemeenteraad. Het is waarschijnlijk de belangrijkste vergadering van het jaar omdat het gemeentebestuur het beleid en bepaalt en de middelen vastlegt om de doelstellingen te bereiken.

Hij benadrukt dat de lokale belastingen voor het eerst in 24 jaar niet zijn verhoogd. Dat we er echter voor het eerst in meer dan twintig jaar in geslaagd zijn om een zittingsperiode door te komen zonder de opcentiemen te verhogen, is te danken aan het langdurige werk van de verschillende opeenvolgende colleges, waaraan alle fracties die in deze vergadering zitten, hebben deelgenomen.

De moeilijkheid van de vergelijking ligt in het vinden van een evenwicht tussen de wens van de inwoners om zo weinig mogelijk belasting te betalen en de vraag naar kwalitatieve diensten die aan de bevolking worden aangeboden.

Het gebouw waarin de raad nu zetelt is het beste bewijs van de positieve evolutie van het gemeentelijk beheer aangezien de kosten vier keer lager zijn dankzij alle intelligente maatregelen om energie te besparen.

Deze zittingsperiode is voor alle gemeentes bijzonder moeilijk geweest door de opeenvolging van ongekende crises: de gezondheids crisis, de energiecrisis. Maar de gemeente heeft al deze uitdagingen het hoofd geboden, met de steun van de raad, alle partijen samen.

De burgemeester is ervan overtuigd dat, ondanks de legitieme verschillen tussen meerderheid en oppositie, alle leden van deze vergadering fundamenteel willen dat Ukkel een gemeente is waar het goed leven is, in alle veiligheid, solidariteit en in een behouden omgeving.

Hij wil er ook op wijzen dat het in de eerste plaats de Ukkelaars zijn die hun diensten financieren en dat het aan de verkozenen is om te bewijzen dat ze dat waard zijn.

Hij spreekt ook zijn waardering uit voor het opmerkelijke werk dat is verricht door de schepenen van Financiën en de administratie en bedankt de verschillende sprekers bij voorbaat voor hun bijdragen aan het begrotingsdebat.

***Schepen Delwart** kan dit begrotingsdebat niet beginnen zonder een zekere emotie, aangezien dit de laatste begroting van de legislatuur is, die een politiek project en ambitie, gesteund door een meerderheid, afsluit.*

De ambitie van de meerderheid was om niet te raken aan het geld van de Ukkelaars door belastingverhogingen zoveel mogelijk te vermijden. Voorzichtigheidshalve werd de begroting afgesloten met een overschot zonder verhoging opcentiemen op de onroerende voorheffing of de personenbelasting. In dit opzicht behoort Ukkel tot de koplopers in het Brusselse gewest.

Maar naast een redelijke belastingdruk moet deze begroting ook andere ambities waarmaken. Daarvoor hebben we begrotingen en vooral rekeningen nodig die een voordeel opleveren.

Dankzij deze begroting 2024 zullen een groot aantal investeringsprojecten met betrekking tot scholen, kinderdagverblijven, groene ruimtes en wegen ontwikkeld of zelfs afgerond worden. Bijzondere aandacht gaat uit naar het herstel van voetpaden.

Ze vermeldt ook meer specifieke projecten, waarvoor veel gemeenteraadsleden een zekere betrokkenheid hebben getoond, zoals de bouw van het skatepark, steun voor het Van Buuren museum en het prachtige burgerproject Open Free Go.

Het was echter niet eenvoudig om deze begroting te combineren met een overschot, door factoren die inherent zijn aan de administratie of aan de externe economische situatie. Deze worden beschreven in de inleidende nota.

Een van deze factoren is de stijging van de energieprijzen. Het contract dat met Sibelga is gesloten, is de afgelopen jaren gunstig gebleken maar dat zal in 2024 niet meer het geval zijn door een stijging van de energiekosten met 25%.

Het college is echter van mening dat dit probleem moest worden omgezet in een kans en de diensten van schepen Biermann hebben een optimalisatiestrategie opgesteld om het energieverbruik onder controle te houden, met name door te investeren in gebouwen. Het gebouw aan de Auguste Dansestraat 25, waarin binnenkort de cursussen sociale promotie zullen worden ondergebracht, is het onderwerp van een studie over energieverbruik.

De organisatie van verkiezingen, en in dit geval van twee verkiezingen in hetzelfde jaar, in juni en oktober, is een andere externe factor waarover de gemeente weinig controle heeft, maar die ze toch op zich moet nemen: in de begroting 2024 is € 500.000 gereserveerd voor de oproeping van voorzitters van kiesbureaus, terbeschikkingstelling van lokalen enz.

In een dergelijke context is de vaststelling van een overschot, dankzij een gedetailleerde analyse van de uitgaves, ongetwijfeld een zeer positief punt.

De personeelskosten zullen met 4% stijgen als gevolg van de twee indexerings die voor 2024 zijn gepland.

Bovendien worden de taken van het bestuur, die steeds technischer worden, steeds diverser. Diensten die versterkt moeten worden, zullen profiteren van aanwervingen in het kader van deze begroting maar andere diensten zullen van geval tot geval worden geanalyseerd om te bepalen of er behoefte is aan vervanging van natuurlijk vertrek.

Hoewel de personeelskosten 57% van de totale uitgaves uitmaken, blijft de omvang van het personeelsbestand, gezien de openbare dienstverlening die aan de administratie is toevertrouwd, vrij redelijk, aangezien de verhouding tussen gemeentepersoneel en bevolking in Ukkel 11,7 personeelsleden per 1.000 inwoners bedraagt, tegenover het gewestelijke gemiddelde van 13,8 personeelsleden per 1.000 inwoners.

Aangezien overschotten niet volstaan om alle ambities van de meerderheid te financieren, is het noodzakelijk om te lenen maar het aangaan van leningen leidt uiteraard tot een toename van de schuld.

Het team van de ontvanger heeft het schuldbeheer de afgelopen tien jaar echter echt nieuw leven ingeblazen door de fases waarin de rentevoeten het laagst waren te optimaliseren om de schuldenlasten te verlagen en door een maximale reactiviteit te tonen toen het mogelijk was om oude leningen tegen zeer hoge rentevoeten terug te kopen.

De schuldenlast is aanzienlijk gedaald, tot € 130 per inwoner in deze begroting voor 2024, tegenover € 162 in 2016.

Dankzij het creëren van overschotten en het aanvullen van het reservefonds (€ 12 miljoen aan opgebouwde overschotten) is de gemeente nooit verplicht geweest om 100% van haar financieringsbehoefte te lenen.

Schepen Delwart bedankt haar collega's van het schepencollege voor hun medewerking bij het opstellen van deze begroting.

***De h. Cools** wijst erop dat de begroting in de eerste plaats een besluit is dat onder de verantwoordelijkheid van het college valt vanwege de politieke keuzes die het met zich meebrengt maar dat het ook veel technisch werk vereist waarvoor de diensten lof verdienen.*

Hij betreurt dat de OCMW-begroting niet in het kader van dit begrotingsdebat kan worden behandeld. Hij heeft in voorgaande jaren al benadrukt dat het goed zou zijn om alle aspecten van het gemeentelijk stelsel tegelijkertijd te behandelen: de gemeente, het OCMW en de politiezone.

De meerderheid beweert dat de begroting een overschot vertoont en voorziet geen nieuwe belastingen.

Maar gezien het bedrag aan ontvangsten in de begroting iets meer dan 194 miljoen euro bedraagt, is dit overschot van 2,47 miljoen euro zeer relatief en vertegenwoordigt het een aandeel van ongeveer 1,25%. De h. Cools benadrukte in de commissie het belang van werkkapitaal dankzij een aanzienlijk overschot, aangezien vastleggingen van uitgaves en ontvangsten niet op hetzelfde moment plaatsvinden: lonen moeten elke maand worden betaald terwijl de belangrijkste inkomsten, met name de heffing op onroerend goed, slechts op bepaalde momenten van het jaar worden geïnd.

Zal deze begroting dus echt standhouden? Zal ze smelten als sneeuw voor de zon?

Volgens het pv van de zitting van het overlegcomité tussen het college en het OCMW van 4 december jl. neemt de OCMW-voorzitter (Open VLD gekozen uit de MR-fractie dus lid van de meerderheid) nota van de verhoging van 5% van de OCMW-dotatie in vergelijking met vorig jaar; terwijl hij uitlegt dat het OCMW met deze dotatie het einde van het jaar niet zal halen en dat het dus nodig zal zijn om de begroting in de loop van het jaar te wijzigen om de nodige middelen te verkrijgen. De afsluiting van het Infobus-project en de transitopvang voor Oekraïense vluchtelingen, evenals de verlaging van de OCMW-uitgaven met 5%, worden ook onderzocht.

De h. Cools is ook bezorgd over de vermindering van de sociale diensten die door het OCMW worden geleverd, in het bijzonder het Infobus-project, dat een goed voorbeeld was van de synergie tussen de gemeente en het OCMW, en waarvan de gedecentraliseerde actie het mogelijk maakte de verschillende wijken te bedienen.

Er zijn ook redenen om vraagtekens te plaatsen bij de verlaging van de OCMW-uitgaven met 5%, aangezien de levensstandaard van het OCMW aanzienlijk lager is dan die van de gemeente, in een context die wordt gekenmerkt door de ontwikkeling van nieuwe armoede die de lagere middenklasse treft, ofwel categorieën van de bevolking met een inkomen uit arbeid net boven de maximumniveaus die zijn toegestaan voor sociale bijstand. Steeds meer leden van de lagere middenklasse zien zich gedwongen om een beroep te doen op de voedselbank.

Volgens de h. Cools is de sociale realiteit zo dat een vermindering van de hulp ondenkbaar is, vooral omdat het OCMW de toekenning van de hulp zeer strikt beheert.

Een van de moeilijkheden waarmee het OCMW wordt geconfronteerd, is de

weigering van het college om dit jaar uitzonderlijke steun te verlenen om het tekort van het Brugmannhuis te dekken. Gehoopt wordt dat de bewoners van het Brugmannhuis eind volgend jaar kunnen verhuizen naar het nieuwe gebouw dat in Nekkersgat werd of wordt opgetrokken, maar ondertussen zal deze instelling nog een jaar in een moeilijke financiële situatie blijven.

Het college heeft de door het ministerie van Financiën gecommuniceerde cijfers opgevoerd als ontvangsten uit onroerende voorheffing. Dit is geenszins kritiek van de h. Cools want het spreekt voor zich dat het college niet anders kan handelen.

Uit een onderzoek van de rekeningen voor de begrotingsjaren 2020, 2021 en 2022 blijkt echter dat de ontvangsten uit onroerende voorheffing in elk van die jaren respectievelijk 2,18%, 3,47% en 1,46% lager waren dan geraamd, wat een gemiddelde geeft van 2,37% voor de drie jaren. Als dezelfde trend dit jaar zou worden waargenomen, zou dat resulteren in een verlaging van € 1.677.000 ten opzichte van het aangekondigde krediet van € 2,4 miljoen aan overschotten.

Al deze factoren moeten ons aanzetten tot voorzichtigheid bij het beheer van de gemeentefinanciën.

We mogen evenmin de evolutie van de pensioenkosten voor statutair personeel uit het oog verliezen, die gestegen zijn van 11 miljoen euro naar 15 miljoen euro en ongetwijfeld zullen blijven stijgen in de komende jaren.

Met de stijgende rentevoeten zal het nodig zijn om te lenen tegen een rente van ongeveer 4%.

De meerderheid verklaart dat er geen belastingverhoging zal zijn. Er was echter een sterke stijging tijdens de vorige zittingsperiode en we profiteren nog steeds van belastingontvangsten met betrekking tot de onroerende voorheffing, gedeeltelijk gecompenseerd door een verlaging van de opcentiemen op de PB.

De indexering van 13% van het KI in de afgelopen twee jaar betekent dat de gemeente aanzienlijke belastingontvangsten zal kunnen genereren zonder tariefwijzigingen.

Eigenaars die hun woning bewonen, vragen geen huur en kunnen dus geen indexering doorrekenen, ook al stijgt hun inkomen niet noodzakelijk in dezelfde mate. En in tegenstelling tot andere Brusselse gemeentes heeft Ukkel geen premie "Be Home" ingevoerd voor eigenaars-bewoners om de impact van de indexering te compenseren, bovenop de gewestelijke premie.

De gemeente heeft ook geprofiteerd van de stijging van KI-ontvangsten door nieuwbouw. Deze ontvangsten zijn verre van verwaarloosbaar.

In de begroting 2024 wordt € 7,8 miljoen aan ontvangsten verwacht voor de scancar en andere parkeerregelingen, vergeleken met € 6,5 miljoen in de begroting 2021 en € 4 miljoen in de begroting 2020. Deze ontvangsten zijn dus in een paar jaar tijd bijna verdubbeld. Bovendien is deze stijging groter dan het voorgestelde overschot omdat er geen overschot geweest zou zijn zonder de scancar en zonder de uitbreiding van de zones met parkeerautomaten en hun tarieven - weliswaar grotendeels opgelegd door het Gewest.

Met het oog op de beperking van de uitgaves om te voldoen aan de eis van striktheid die door de burgemeester en schepen Delwart wordt benadrukt, moeten we de evolutie van het gemeentepersoneel onderzoeken.

Van 2018, het einde van de vorige legislatuur, tot 2023 zijn we van 362 naar 290 statutaire personeelsleden gegaan en van 654 naar 875 tijdelijke personeelsleden. In vijf jaar tijd zijn er dus 72 statutaire personeelsleden minder en 218 tijdelijke personeelsleden meer, wat neerkomt op een verschil van 146 extra personeelsleden. Volgens de h. Cools is deze toename van het aantal personeelsleden buitensporig.

In de commissie zijn vragen gesteld over de statutaire examens. Schepen Delwart antwoordt dat statutaire examens niet worden georganiseerd om rechtstreeks personeel aan te werven maar om de situatie van tijdelijke ambtenaren te regulariseren door hun carrièreperspectieven te bieden in het kader van het statuut.

De h. Cools trekt de legitimiteit van deze aanpak niet in twijfel maar hij is van mening dat de statutaire examens niet alleen bedoeld zijn om de situatie van tijdelijke ambtenaren die al jaren in dienst zijn te regulariseren maar het ook mogelijk moeten maken om van meet af aan nieuw personeel te vinden dankzij een strenge procedure die wordt gewaarborgd door objectieve en transparante examens.

De aanwerving van tijdelijke ambtenaren volgt op andere procedures, waarbij het lijkt alsof er veel fantasie is gebruikt om een hele reeks nieuwe functies te creëren.

De werkingsuitgaven zijn gestegen van 13,4 miljoen euro in 2018 tot 21,2 miljoen euro in 2024. Deze stijging is zo groot dat ze niet alleen kan worden toegeschreven aan inflatie of energiekosten.

Receptie- en communicatiekosten, die onder vorige zittingsperiodes rond de € 300.000 schommelden, zijn gestegen tot € 431.789 in de rekening 2022 en tot meer dan € 600.000 in de begroting 2024. Volgens de h. Cools moeten deze kosten worden verlaagd: op basis van de aanbevelingen van de toezichhoudende overheid is het raadzaam om de laatst bekende rekening plus een redelijk groeipercentage te gebruiken en in dit geval is het redelijke groeipercentage overschreden.

De trend van schuldafbouw wordt omgebogen: vanaf volgend jaar zal het schuldvolume weer gaan stijgen.

De h. Cools wijst er ook op dat de gemeente een financiële meevaller van 18,5 miljoen euro zal hebben door de verkoop van het Brutélé-netwerk, die al in vorige zittingsperiodes in gang is gezet. Hij is voorstander van de verkoop omdat het voor intercommunales moeilijk wordt om te concurreren op de telecommunicatiemarkt. Aangezien een verkoop echter maar één keer plaatsvindt, zal de daaruit voortvloeiende schuldvermindering zich niet herhalen als de omvang van de buitengewone uitgaves niet onder controle wordt gehouden.

De h. Cools betreurt dat er weinig synergieën zijn tussen de gemeente en het OCMW, afgezien van enkele overheidsopdrachten die gezamenlijk worden uitgevoerd.

Er is met name geen gemeenschappelijke interne preventiedienst opgericht.

Tijdens een eerdere interpellatie over dit onderwerp citeerde de h. Cools de volgende zin uit de methodologische gids van het Waals Gewest over synergieën tussen lokale overheden en OCMW's: "Ne vous demandez pas ce que vous pouvez faire ensemble ; demandez-vous plutôt ce que vous ne pouvez pas faire ensemble".

In zijn contacten met vele OCMW-voorzitters in andere gewesten heeft de h. Cools kunnen vaststellen dat de synergieën tussen de gemeentes en het OCMW daar beter ontwikkeld zijn. En binnen het Brusselse gewest is de gemeente Etterbeek, geleid door een meerderheid vergelijkbaar met de Ukkelse meerderheid, dynamischer op dit gebied.

De h. Cools heeft echter enkele suggesties gedaan die niets kosten, zoals het duidelijker benadrukken van de toegang tot de OCMW-website op de eerste pagina van de gemeentelijke website.

Synergieën zijn niet alleen noodzakelijk om een financieel evenwicht te garanderen maar ook om de strijd tegen armoede doeltreffender te maken.

Terwijl veel uitgavenposten in de gewone begroting, zoals personeelsslone of energierekeningen, niet samendrukbaar zijn, kan hetzelfde niet gezegd worden van de buitengewone begroting, die meer discretionair van aard is.

Volgens de h. Cools is een buitengewone begroting van 42 miljoen euro, inclusief 8 miljoen euro aan verwachte subsidies (die niet altijd worden toegekend), buitensporig. Hoewel het noodzakelijk is om investeringen te doen om gebouwen te isoleren of verwaarloosde trottoirs te herstellen, blijft het een feit dat de jaarlijkse uitgaves in de buitengewone begroting niet hoger zouden moeten zijn dan € 30 miljoen.

Hij erkent echter dat deze buitengewone begroting een aantal positieve elementen bevat. Deze omvatten de studie gericht op het verminderen van de energiekosten in het zwembad Longchamp en de verhoging van het bedrag dat is gereserveerd voor de renovatie van trottoirs.

De h. Cools vindt echter dat sommige uitgaves beter gespreid zouden moeten worden. Er zijn ook vraagtekens te plaatsen bij de toewijzing van een half miljoen voor de renovatie van de Oude Molenstraat, waarvan het wegdek helemaal niet is verslechterd. Het zou ongetwijfeld beter zijn geweest om deze werkzaamheden uit te voeren langs Linkebeek, bijvoorbeeld in de Horzelstraat.

Op dezelfde manier is het misschien verstandiger om gebouwen in slechte staat af te breken om nieuwe projecten te ontwikkelen in plaats van te volharden in de renovatie ervan. Hetzelfde geldt voor de € 290.000 die begroot is voor de prefabgebouwen van de Victor Gambierstraat 21 die in een zeer slechte staat van onderhoud verkeren, en de € 5,5 miljoen die begroot is voor het gebouw in de Auguste Dansestraat 25.

De h. Cools wijst dus op een buitengewone begroting die een beetje excessief is, op werkingskosten die beter in de hand gehouden zouden moeten worden en, op fiscaal gebied, op de aanzienlijke verhoging van bepaalde belastingen en heffingen, afgezien van de opcentiemen op de PB en de onroerende voorheffing.

***De h. Hayette** merkt op dat het leidmotief van de meerderheid voor deze begroting, dat ongetwijfeld ook haar campagneslogan zal zijn, als volgt kan worden samengevat: "geen belastingverhoging".*

Zelfs de gemeenteontvanger gebruikt deze formule: "Het doel: een evenwichtige begroting behouden na twee jaar die gekenmerkt werden door de pandemie van Covid 19 en de inflatiecrisis, zonder de belastingen te verhogen".

Dit leidmotief, systematisch herhaald in de conclusies, is verre van politiek neutraal.

Deze verzekering zou de burger moeten geruststellen. Als je de peilingen leest, lijkt het er echter niet op dat de Belgen het enthousiasme van de meerderheid delen, aangezien je, om te kunnen profiteren van het belastingbeleid van Ukkel, in

wezen een toereikend inkomen moet hebben of huiseigenaar moet zijn.

Ukkel is de 3de duurste gemeente in het Brusselse gewest. Je moet € 4.022 per maand verdienen om een flat van 50 m² te kunnen kopen.

Schepen Delwart lanceerde een reeks dwingende beweringen, die meer de uitdrukking zijn van de MR-kandidaat dan van de vertegenwoordiger die een schepenfunctie uitoefent. Ze riep in het bijzonder op tot een beleid van mobiliteit en parkeren op veilige, goed onderhouden wegen.

Maar, zoals de h. Cools zegt, de scancar lijkt de spil van het parkeerbeleid te zijn en de staat van de wegen is nauwelijks bevredigend, met onderhoudswerkzaamheden die nog lang niet klaar zijn.

De meerderheid beweert een inclusief sociaal beleid te verdedigen dat gericht is op een grotere sociale cohesie via het verenigingsweefsel in de wijken.

De h. Hayette erkent dat de schepen van sociale zaken zijn uiterste best doet ondanks de schamele middelen die hem zijn toegekend. Maar hoe kan het college zorgen voor een betere sociale cohesie via het verenigingsleven met buurtcomités die soms zeer kritisch staan tegenover zijn beleid en handelsverenigingen voor wie sociale cohesie geen prioritaire doelstelling is? Het college is geen voorstander van een kwalitatieve benadering van sociale kwesties.

Belastingen spelen een centrale rol in termen van ontvangsten. Het aandeel van de opcentiemen op de onroerende voorheffing, dat vorig jaar 36,13% bedroeg voor een bedrag van 67 miljoen euro, is in de begroting 2024 gestegen tot 36,42% voor een bedrag van ongeveer 70 miljoen euro.

Bij het onderzoeken van de ontwikkeling van de onroerende voorheffing over de gehele zittingsperiode is het belangrijk om rekening te houden met de bevolkingsgroei. Tijdens deze periode kwamen er 4.192 inwoners bij en steeg de onroerende voorheffing met 26%. Dit betekent dat de mensen die zich in Ukkel hebben gevestigd over een aanzienlijke koopkracht beschikken. Voor het grootste deel zijn dit geen jonge gezinnen die net beginnen met werken en dus minder vermogend zijn. Een fiscaal beleid is daarom de uitdrukking van een politieke keuze.

Ondermijnt de groei van de ontvangsten uit de onroerende voorheffing, van 53 miljoen euro naar 70 miljoen euro, niet de levenskwaliteit van de Ukkelaars? Wordt niet voor elk stuk groene grond een bouwvergunning vereist?

Politici zullen moeten nadenken over een hervorming van het belastingstelsel op basis van het progressiviteitsprincipe, zodat de iets rijkere mensen meer bijdragen, zonder dat dit noodzakelijkerwijs betekent dat er meer belasting wordt geheven.

Misschien moeten we ook nadenken over een andere verdeling van de uitgaves, met het oog op de kosten die de klimaatverandering met zich mee zal brengen.

De h. Hayette betreurt het dat de winkels in de Xavier De Buestraat op sterven na dood zijn en denkt dat de steun voor de winkels waarschijnlijk op een andere manier georganiseerd zal moeten worden. Het zou misschien goed zijn om de voorstellen van de h. Cools over de ontwikkeling van synergieën tussen diensten over te nemen.

In ieder geval moeten zowel oppositie als meerderheid nadenken over hoe ze jongere mensen kunnen aantrekken naar Ukkel.

De veranderingen op de arbeidsmarkt als gevolg van de ecologische en digitale transitie betekenen dat we de nadruk moeten leggen op de noodzaak om publieke en private investeringen en een fiscaal beleid te bevorderen dat de economie stimuleert en ondernemerschap aantrekt.

Opeenvolgende crises hebben de behoefte aan overheidsmiddelen doen toenemen.

De overlegvergadering over het project voor de bouw van sociale woningen in de Alsebergsesteenweg heeft het gebrek aan woningen en vooral aan opeenvolgende voorzieningen op dit traject aan het licht gebracht. De aanleg van dergelijke opeenvolgende voorzieningen moet het mogelijk maken nieuwe bevolkingsgroepen aan te trekken. Aangezien sommige mensen klagen over de moeilijkheid om plaatsen te vinden in kinderdagverblijven, moeten we misschien nadenken over een systeem waarmee we tegemoet kunnen komen aan de vraag van burgers en tegelijkertijd nieuwe ontvangsten kunnen genereren.

Het aandeel van de personeelskosten in de totale uitgaves steeg van 56% naar 57,36%. Het aandeel statutair personeel bleef stabiel, maar het aantal arbeidscontractanten steeg sterk. Het grootste deel van het aangeworven personeel was op A- en B-niveau. Wat is het profiel van het aangeworven personeel? Welke diensten hebben het meeste personeel aangeworven? Zijn er plannen om de mensen die voor de verkiezingen zijn aangeworven na de verkiezingen te behouden?

Wat de pensioenen betreft, vermeldt de begroting een tweede pijler, naast een basisbijdrage en een verantwoordelijkheidsbijdrage, waarvan het totale bedrag zou stijgen van 3 miljoen euro naar 5,7 miljoen euro. Wie profiteert van deze tweede pijler?

Wat de dotaties betreft, is de h. Hayette verheugd over het nauwgezette werk van de politiezone maar hij kan de bewering niet accepteren dat de verhoging van 4,9% bedoeld is om de indexeringen van de lonen te dekken, terwijl de buitengewone uitgaves met bijna 12 miljoen euro stijgen door de toekomstige bouw van een hypothetisch politiebureau op het gemeentelijke grondgebied.

Hoewel de rekening zal worden verdeeld tussen de drie gemeentes in de politiezone, maakt de h. Hayette zich zorgen over de explosie van de kosten als gevolg van de verlengde termijnen.

Het is tijd dat de politiezone beslist over haar locatie zodat de gemeente niet hetzelfde hoeft te doen als met het OCMW-tehuis.

De h. Hayette betreurt het dat de stemmingen over de gemeentelijke begroting en de OCMW-begroting niet tegelijkertijd kunnen plaatsvinden. Ook sluit hij zich aan bij de opmerkingen van de h. Cools over de verlaging van bepaalde essentiële sociale uitgaves en het gebrek aan overleg over de verhoging van de OCMW-dotatie met 5%.

Met betrekking tot de investeringssubsidie voor het Museum Van Buuren noemt schepen Delwart een bedrag van € 30.000, terwijl in het voorstel voor de buitengewone begroting € 10.000 wordt genoemd. Wat is het exacte bedrag?

Zonder de kwaliteit van de werken in het Museum Van Buuren te ontkennen is de h. Hayette van mening dat de overeenkomst tussen de gemeente en het museum moet worden besproken door de gemeenteraad, vooral met betrekking tot de voordelen van deze samenwerking voor de gemeente.

De buitengewone begroting is verhoogd van € 29 miljoen in 2023 naar € 33

miljoen in 2024. Er zij echter op gewezen dat de subsidies, die 17 miljoen euro bedroegen in 2023, ongeveer 8 miljoen euro bedragen voor 2024. Gezien de financiële situatie van het Brussels Gewest bestaat het risico dat de subsidies nog verder zullen dalen.

Het is weliswaar te hopen dat de eenmalige Brutélé-operatie de buitengewone uitgaves voor 2023 en 2024 zal dekken, maar de h. Hayette vindt de noodzaak van een nieuwe lening van 48 miljoen euro moeilijk te begrijpen, gezien de toestand van de internationale economie en de ontwikkeling van de rentevoeten.

De socialistische fractie betreurt dat van de bedragen voor het buitengewone programma slechts € 35.000, waarvan € 2.000 door de gemeente moet worden betaald, bestemd is voor sociale en economische zaken, terwijl bijna € 20 miljoen wordt toegewezen aan het departement Facility Management. Dit is in tegenspraak met de bewering op de voorpagina van Wolvendael dat Ukkel een sociale gemeente is.

De h. Hayette sloot zijn toespraak af met het volgende citaat uit een interview met Didier Reynders na de Europese Raad van 15 en 16 december, dat volgens hem als voorbeeld zou moeten dienen voor elke begroting:

"Nous allons devoir privilégier les valeurs démocratie, drois fondamentaux, justice indépendante, poursuivre la lutte contre le changement climatique, et agir sur le troisième volet, celui de la prospérité ; les gens ne doivent pas se sentir exclus des transitions numérique et verte, des voitures électriques, des chauffages avec l'énergie renouvelable ; avec le covid, l'augmentation des prix de l'énergie, les extrêmes se nourrissent peut-être de l'insécurité mais aussi de l'exclusion".

De socialistische fractie zal niet voor deze begroting 2024 stemmen.

***De h. Desmet** wijst erop dat Ecolo-Groen volledig achter dit begrotingsvoorstel staat.*

Het is geen eenvoudige boekhoudkundige oefening maar een aankondiging van de verbintenissen van elke schepen.

Deze begroting, het resultaat van het werk van een meerderheid bestaande uit drie partijen, waarvan de bijzondere gevoeligheden in aanmerking werden genomen, getuigt van een reële aandacht voor de ecologische, economische en sociale realiteit.

Ondanks de beperkingen is dit een goede begroting. Ze maakt het mogelijk om een deel van het buitengewone programma uit eigen middelen te financieren, waardoor het gebruik van leningen gedeeltelijk wordt beperkt.

Zoals schepen Delwart aangaf, zijn de meest dringende behoeften vervuld, met name die van het OCMW, een echt schild tegen de verarming van veel burgers.

Ook aan de eisen van de politiezone is gedeeltelijk voldaan.

Zoals beloofd aan het begin van het mandaat houdt het college vast aan zijn voornemen om de belastingdruk niet te verhogen, noch in termen van onroerende voorheffing, noch in termen van personenbelasting (PB).

Deze meerderheid, inclusief de ecologen, bewijst dat een ander beleid mogelijk is zonder de belastingen te verhogen. Welke andere Ukkelse meerderheid heeft voor dezelfde aanpak gekozen?

Wat de semantiek betreft, verkiest de h. Desmet het woord "bijdrage" boven "belasting" om iedereen bewust te maken van het feit dat belastingaftrek gebruikt wordt om projecten voor het algemeen welzijn en het collectieve belang te financieren.

De schuldbetaling wordt voortgezet, met een veel lagere schuldenlast dan in vorige mandaten, ondanks de voortzetting van aanzienlijke investeringen in infrastructuur.

Op het vlak van mobiliteit sluit deze begroting aan bij de filosofie van het gemeentelijk mobiliteitsplan dat in september vorig jaar werd goedgekeurd, door voetgangers centraal te stellen.

De middelen voor het herstel van voetpaden zijn sinds het begin van deze legislatuur verdubbeld tot één miljoen euro. Zoals de oppositie zelf al aangaf.

Daarnaast zijn er opnieuw aanzienlijke middelen vrijgemaakt om de veiligheid van de openbare ruimte te verbeteren en deze opnieuw in evenwicht te brengen ten gunste van de zachte mobiliteit: de zones rond scholen en talrijke kruispunten zullen opnieuw worden ingericht.

In de buitengewone begroting zijn bedragen voorzien voor de gevel-tot-gevelrenovatie van de Borreweg, het gedeelte van de Sint-Jobsesteenweg tussen de Ruststraat en de Waterkasteelstraat en het bijzonder hobbelige gedeelte van de Geleytsbeekstraat tussen de Papekasteelstraat en het Lycée Français, dat al een twintigtal jaar vreemd genoeg verwaarloosd wordt.

De h. Desmet vermeldt ook de heraanleg van de Gazellestraat, waar eindelijk een fietspad bergop zal worden aangelegd, het lager gelegen deel van de Oude Molenstraat en het verharde deel van de Waterkasteelstraat. Het smalste deel van de Langeveldstraat krijgt een openbare ruimte die naam waardig en het dolomietgedeelte van de Bosveldweg krijgt een rijweg.

Op sportief vlak wordt er een nieuw voetbalveld aangelegd in Homborch, in samenwerking met de Belgische Unie. De h. Desmet is blij met dit project, waar in de streek reikhalzend naar wordt uitgekeken.

Op milieugebied zijn er investeringen gepland om overstromingen tegen te gaan en het grondgebied aan te passen aan de klimaatverandering.

De h. Desmet wijst op de aankoop van gronden voor de toekomstige heropening van stukken beek (de Geleytsbeek, de Verrewinkelbeek van de Grote Baan tot de Steenveltstraat), de helderwaterleiding tussen het Vronerodepark en onderaan de Kauwberg om de Geleytsbeek opnieuw met zijn historische bronnen te verbinden, de leiding voor helder water in de Waterkasteelstraat, de heropening van de Ukkelbeek in het Wolvendaelpark, de installatie van een sifon in de Neerstallesteenweg en de aanleg van andere koelte-eilanden in de openbare ruimte en op een speelplaats van een gemeentelijke basisschool.

De h. Desmet vermeldt ook de toewijzing van € 95.000 (waarvan € 85.000 aan toegezegde subsidies) voor het project "U Birds", dat tot doel heeft de vogelfauna rond het Administratief Centrum van Ukkel te beschermen door te voorkomen dat vogels tegen de glazen muren van het gebouw botsen en door het nestelen van soorten van gewestelijk belang in dit gebied aan te moedigen.

Er zullen extra middelen worden besteed aan de sensibilisering voor de klimaatverandering, in overeenstemming met het Klimaatplan. De ambtenaar die is

ingehuurd om het Klimaatplan te ondersteunen, kan dankzij subsidies op zijn post blijven en zal zich specifiek bezighouden met koelte-eilanden en de voortzetting van het Koolstofproject.

Er zijn ook financiële middelen gereserveerd voor de financiering van de raampremie die tijdens de laatste vergadering van de gemeenteraad is goedgekeurd.

In de buitengewone begroting voor het Montjoiepark zijn twee budgetten opgenomen: een voor de heraanleg van de verlaten tennisbaan en een voor de aankoop van bakken voor afvalscheiding.

De h. Desmet wijst erop dat er geld is uitgetrokken voor de uitrusting van de boomadviseur zodat hij dankzij een betere visuele diagnose de kap van bomen kan beperken. Na de aanstelling van de boomadviseur is het budget voor fyto-sanitaire studies verlaagd.

Op dit gebied is het college van plan om extra apparatuur aan te schaffen voor de productie van straatmeubilair met hout van gekapte bomen.

De h. Junqué benadrukt de inspanningen op het gebied van cultuur.

De dotatie aan het CCU is verhoogd met € 70.000 voor de gewone begroting en € 110.000 voor de buitengewone begroting. Met deze middelen kan deze culturele instelling, waarvan de structurele kosten sterk zijn gestegen en die nieuwe faciliteiten nodig heeft, worden ondersteund.

Hij is verheugd over de steun aan het Museum Van Buuren, een parel van het Ukkelse erfgoed, evenals over de subsidie van € 10.000 voor de aanschaf van audiovisuele apparatuur voor voorstellingen in de wijken.

Er is een bedrag van € 20.000 toegekend voor de aankoop van kunstwerken voor de openbare ruimte.

De h. Junqué wijst ook op de verhoging van het budget voor meubilair voor de Franse en Nederlandse bibliotheken en voor de toekomstige Merlo-bibliotheek. Bovendien zullen de bibliotheekteams worden versterkt dankzij subsidies van de Federatie Wallonië-Brussel.

Het budget voor het participatief budget is stabiel op € 150.000. De h. Junqué hoopt dat de bedragen die voor deze regeling worden toegekend de komende jaren zullen worden verhoogd, gezien de belangstelling voor processen van participatieve democratie die in slechts 4.500 gemeentes in heel Europa worden uitgevoerd.

Het budget voor subsidies aan vereniging Coup de pouce en buurtcomités is gehandhaafd op € 30.000.

Op het gebied van maatschappelijke solidariteit zal de verdubbeling van de subsidie voor rampen de gemeente in staat stellen om zelfs bescheiden steun te verlenen aan mensen in moeilijkheden, zoals het geval was in 2023. De h. Junqué hoopt dat de situatie in 2024 minder dramatisch zal zijn maar er is reden om hieraan te twijfelen vanwege de klimaatverandering en de geopolitieke context.

Hij merkt op dat de toename van de OCMW-dotatie groter is dan de verwachte groei in het driejarenplan. De gemeente en het OCMW zijn voortdurend met elkaar in gesprek en zullen de situatie in de loop van de maanden evalueren.

De extra inspanningen ten gunste van de politiezone zijn zeer positief, omdat

het handhaven van de veiligheid ook een sociale kwestie is.

De h. Junqué vermeldt de verhoging van de dotatie aan vzw Le Pas en de extra inspanningen om organisaties te subsidiëren die hulp bieden aan gezinnen, die gestegen zijn van € 20.000 naar € 47.000, evenals de hulp aan Open Free Go, dat bijna evenveel ontvangt als alle andere sociale verenigingen.

De betrokkenheid van 17 gemeentediensten bij "genderbudgeting" heeft geresulteerd in 6 begrotingslijnen die bedoeld zijn om de gelijkheid tussen mannen en vrouwen te verbeteren. De h. Junqué noemt in dit verband in het bijzonder de reorganisatie van de speelplaats van de school Centre met het oog op een betere verdeling van de ruimte.

Wat de buitengewone begroting betreft, is het beter om vandaag te investeren in de rechtvaardige transitie dan morgen de schade te ondervinden van de klimaatverandering, die duurder zal uitvallen.

De verschillende rapporten die aan deze kwestie gewijd zijn, wijzen op de noodzaak om tussen 1% en 3% van het BBP per jaar te investeren om tegen 2050 koolstofneutraliteit te bereiken, terwijl het lijden onder de schade zonder te reageren een jaarlijkse kost tussen 5% en 20% van het BBP zou betekenen.

De leiding Vronerode - Kauwberg zal het blauwe netwerk van de gemeente verbeteren en de biodiversiteit bevorderen.

De h. Junqué benadrukt ook de renovatie van Stroobantzaal en de tribune van Racing.

Mevr. Fremault wijst erop dat deze laatste begroting van de legislatuur 2018-2024 wordt opgesteld in een gespannen context als gevolg van de gevolgen van de covidcrisis, waarvoor de gemeentes in de frontlinie hebben gestaan.

Deze ongekende crisis werd gevolgd door de energiecrisis die verband hield met het Russisch-Oekraïense conflict. De oorlog bracht grote aantallen mensen uit Oekraïne naar het gewest.

De gemeente moet ook de loonindexering en de organisatie van de komende verkiezingen in goede banen leiden.

Tegen deze achtergrond houdt het college koers, dankzij een strikt beheer van de lokale financiën, zonder de belastingen te verhogen en door een evenwichtige begroting te behouden.

Dankzij de gezonde financiële situatie, met een overschot van 2 miljoen euro op een begroting van 200 miljoen euro, kan het gemeentebestuur de toekomst optimistisch tegemoet zien, zonder blind te zijn voor toekomstige moeilijkheden.

De geplande investeringen voor de toekomst getuigen van de ontwikkeling van een proactief beleid dat een antwoord biedt op de uitdagingen van de huidige maatschappij, in het bijzonder het probleem van de bestaansonzekerheid, aangezien het bestaansonzekerheidspercentage in het Brusselse gewest bijna 40% bedraagt. Ze wijst erop dat een op de twee gezinnen in het gewest een eenoudergezin is, terwijl dit 10 of 15 jaar geleden het geval was voor een op de drie gezinnen.

Deze begroting is sterk sociaal gericht. Gezinnen, ongeacht hun

samenstelling, staan centraal in de bezorgdheid van het college en dit wordt met name weerspiegeld in de capaciteitsverhoging van de gemeentelijke kinderdagverblijven.

Ukkel zet zich in voor een inclusief sociaal beleid door verenigingen te steunen en de OCMW-dotatie met 5% te verhogen.

In de begroting 2024 wordt de veiligheid van de inwoners van Ukkel niet verwaarloosd want de dotatie voor de politiezone wordt met bijna 5% verhoogd.

Ze vermeldt ook de grote investeringen in de troeven van de gemeente, die tot uiting komen in het onderhoud van de gebouwen, de lancering van een hele reeks klimaat- en milieu-initiatieven en het mobiliteits- en parkeerbeleid.

Mevr. Fremault merkt op dat het college nauwlettend toeziet op de evolutie van de gemeenteschuld en dat de gemeentediensten deze schuld dus opvolgen, iets waar ze op had aangedrongen.

De h. De Bock had graag gezien dat de vertegenwoordigers van Ecolo in het gewestelijke parlement net zo geneigd waren geweest als hun Ukkelse collega's om begrotingen zonder belastingverhogingen te verdedigen. Maar we mogen niet uit het oog verliezen dat de vandaag gepresenteerde begroting in een pre-electorale context valt.

Toch is er reden tot tevredenheid over het feit dat de belastingen onder deze legislatuur niet verhoogd zijn, terwijl bijvoorbeeld in Vorst de onroerende voorheffing met 30% verhoogd is. Een dergelijke verhoging treft niet alleen de eigenaars van onroerend goed maar ook de huurders, die de gevolgen ervan nog enkele jaren later op hun huur betalen. En als besloten wordt om de huur te bevriezen om het effect van zo'n verhoging te compenseren zouden verhuurders niet langer in staat zijn om hun gebouwen te onderhouden, wat zou leiden tot rampzalige situaties op het gebied van gezondheid.

Het moet echter gezegd worden dat Ukkel een relatief welgestelde gemeente is. Volgens de studie van Belfius bedraagt het gewestelijk gemiddelde van de opbrengst van de voorheffing € 750 per inwoner voor de onroerende voorheffing en € 250 per inwoner voor de PB, terwijl deze ontvangsten in Ukkel respectievelijk € 823 per inwoner en € 350 per inwoner bedragen. Ukkel heeft dus € 15 miljoen meer geïnd dan het gewestelijke gemiddelde.

Sinds 2018 zijn de ontvangsten uit de onroerende voorheffing met 33% gestegen dankzij de bevolkingsgroei, de ontwikkeling van nieuwe woningen, de renovatie van bepaalde gebouwen en herzieningen van de kadastrale inkomsten. De ontvangsten zijn sterker gestegen dan de inflatie, die in deze periode met 22% is gestegen.

De h. De Bock wijst er echter op dat achter de gemiddelden grote verschillen schuilgaan, aangezien een steeds kleiner deel van de bevolking steeds rijker wordt, terwijl het aantal mensen dat in precaire omstandigheden leeft blijft stijgen.

Ukkel telt 7% van de Brusselse bevolking maar zijn aandeel in de gewestelijke rijkdom is in 20 jaar gedaald van 11% naar 9,9%, volgens de statistieken van de personenbelasting. Dit betekent dat de hogere middenklasse naar de periferie trekt. Het aandeel mensen dat € 50.000 bruto per jaar verdient, of € 3.000 netto per maand, is 27% in Waals-Brabant, 28% in Vlaams-Brabant en 21% in Ukkel, terwijl het gemiddelde in het Brusselse gewest 14% is.

Aangezien slechts de helft van het aantal burgers uit de hogere klasse in het Brusselse gewest bijdraagt aan de gemeentelijke welvaart, moet er een groter beroep worden gedaan op de lagere klassen om aan alle sociale behoeften te voldoen.

De h. De Bock is van mening dat maatregelen zoals het toewijzen van € 70.000 aan een aanvullende raampremie voor burgers die al een gewestelijke toelage ontvangen, ongepast zijn.

Het zou zinvoller zijn om een dynamischer beleid voor sociale huisvesting te ontwikkelen, zodat er een minimumpercentage van 5% komt voor dit soort huisvesting.

Er zijn nog enkele gemeentelijke gebouwen die verkocht zouden moeten worden. Het oude gemeentehuis is nog steeds in gebruik. Worden er in dit gebouw energiebesparende maatregelen genomen zoals in het nieuwe administratieve centrum? In dit verband zou de h. De Bock graag beschikken over globale gegevens voor alle gemeentelijke gebouwen, met inbegrip van het nieuwe administratieve centrum, het OCS-gebouw en de andere gebouwen die eigendom zijn van de gemeente.

De premie "Be home" heeft te weinig begunstigden in vergelijking met de mensen die zich daadwerkelijk in een precaire situatie bevinden aangezien Ukkel, in tegenstelling tot haar imago van welvarende gemeente, ongeveer 21% mensen telt met een maandinkomen van minder dan € 1.500, de OCMW-begunstigden niet meegerekend.

Sinds 2018 zijn de personeelskosten gestegen van 54% naar 57,6%. Deze relatieve stijging is voornamelijk te wijten aan indexsprongen, socialezekerheidsbijdragen en pensioenkosten, maar het aantal voltijdse equivalenten is sinds 2018 onder controle gehouden. Dit resultaat kan worden toegeschreven aan de inspanningen van schepen Delwart en haar meerderheid.

Het totale resultaat is gedaald van € 17 miljoen in 2018 naar € 12 miljoen dit jaar.

Voor 2018 waren de rekeningen vrij goed nieuws in vergelijking met de goedgekeurde begrotingen maar sindsdien is de situatie omgekeerd.

De h. De Bock is van mening dat Ukkel zonder de € 2,5 miljoen van de algemene dotatie aan de gemeentes, waarvoor hij samen met mevr. Fremault en de h. Cornelis campagne heeft gevoerd, en zonder de € 4 miljoen van de scancar, in een hachelijke financiële situatie zou verkeren.

De h. De Bock is teleurgesteld over het lot van de vzw's aangezien de gemiddelde stijging van 3% ver onder de inflatie ligt. Aangezien vzw's een personeelslast hebben, hadden we niet mogen kiezen voor een te beperkte steun, vooral omdat het aandeel dat aan vzw's wordt toegekend amper 1,5% van de gemeentebegroting bedraagt.

De h. De Bock is van mening dat de boekhoudkundige ingrepen van schepen Delwart ertoe hebben geleid dat de schuld gedeeltelijk in de buitengewone begroting is opgenomen. In feite wordt de schuld beter beheerd en kost het minder per jaar maar de voorraad schulden neemt toe en zal in de huidige omstandigheden een echte uitdaging zijn.

Hoewel DéFI de aanwezigheid van positieve elementen erkent, zal ze deze begroting niet in haar geheel kunnen goedkeuren.

***De h. Cornelis** hoopt de OCMW-begroting in februari 2024 te kunnen presenteren.*

De voorbereiding van deze begroting zal complexer zijn dan vorig jaar.

De Infobus zal in 2024 kunnen blijven werken dankzij de steun van het Gewest.

***Mevr. Culer** wijst erop dat het college voor de 6de keer in deze legislatuur een begroting met overschot voorstelt, zonder belastingverhoging, wat eens te meer de doeltreffendheid van een liberaal beheer aantoont.*

Dat Ukkel een van de laagst belaste gemeentes van Brussel is, is geen toeval.

Aan de uitgavenkant zijn de dotaties aan het OCMW en de politiezone met bijna 5% verhoogd. Aangezien veiligheid en bijstand voor de minstbedeelden deel uitmaken van het liberale DNA, kan de MR-fractie alleen maar blij zijn dat het college het OCMW en de politiezone de middelen geeft om hun opdracht te vervullen.

De organisatie van de twee verkiezingen zal de gemeente bijna € 500.000 kosten, wat allesbehalve een onbeduidend bedrag is.

De personeelskosten maken meer dan 57% van de uitgaven uit, maar zonder de 1.150 personeelsleden in de administratie, inclusief de leerkrachten in de 11 gemeentescholen, zou er niets mogelijk zijn.

De stijging van de energiekosten met 25% moest worden gecompenseerd door de werkingskosten en de kosten voor schuldbeheer onder controle te houden.

Deze stijging van de energiekosten werd gedeeltelijk gecompenseerd door investeringen om het verbruik te verminderen. In het administratief centrum heeft dit geleid tot de installatie van een riothermisch systeem en fotovoltaïsche panelen.

Het college heeft de subsidies aan verenigingen onder controle gehouden zodat ze niet meer bedragen dan 2% van de begroting, oftewel 4 miljoen euro, en tegelijkertijd premies voor bewoners gecreëerd of gehandhaafd voor een hele reeks investeringen: steun voor winkels, de aankoop van elektrische fietsen, de renovatie van ramen en de installatie van regenwatertanks.

De schuldratio is ook onder controle want ondanks de vele investeringen is de jaarlijkse schuldenlast gedaald van € 177 per inwoner in 2019 naar € 130 per inwoner in 2024.

De beheersing van de uitgaven betekent echter niet dat het het college aan ambitie ontbreekt want er zijn tijdens deze zittingsperiode heel wat projecten opgestart: het nieuwe administratieve centrum, de renovatie en uitbreiding van de scholen Calevoet en Merlo, de uitbreiding van het kinderdagverblijf Le Chat, de verbouwing van de gebouwen in de Auguste Dansestraat 25 om er alle cursussen voor sociale promotie in onder te brengen, de studie voor de installatie van een natuurlijk zwembad, steun aan het Museum Van Buuren en Open Free Go, de aankoop van straatbakken voor winkelstraten met een abonnement voor de recyclage van ingezamelde sigarettenpeuken, het herstel van talrijke wegen, de renovatie van de sporthal Stroobant en de aanleg van groene ruimtes.

De MR-fractie zal enthousiast voor deze begroting stemmen.

***De h. Vanraes** is blij dat dit begrotingsdebat geen aanleiding geeft tot knokpartijen tussen meerderheid en oppositie.*

Het college toont zich zeer flexibel. Dat heeft het al laten zien tijdens de covidcrisis.

Deze flexibiliteit is des te noodzakelijker omdat de gemeente, het gewest en de samenleving in het algemeen in een behoorlijk tempo evolueren.

Wie had 10 jaar geleden kunnen denken dat er honderden winkels zouden zijn langs de Waterlooesteenweg tussen Bascule en Fort Jaco? Aangezien het stadscentrum zich volledig op het toerisme heeft gericht en de bewoners vergeet, hebben veel winkeliers besloten om naar gemeentes als Ukkel te verhuizen, waardoor ze zich moeten aanpassen.

De behoefte aan nabijheid is des te groter omdat steeds meer mensen aan eenzaamheid lijden. In dit opzicht kan de gemeente een preventieve rol spelen door een sociaal weefsel te ontwikkelen via steun aan het gemeenschapsleven en de vestiging van buurtwinkels.

Aangezien er een overschot is, heeft de gemeente speelruimte om een zeer actief beleid te voeren.

***Schepen Delwart** antwoordt dat een meerderheid verantwoordelijk is voor het maken van beslissingen en keuzes, en kiezen betekent opgeven.*

Het college koos bijvoorbeeld niet voor een premie "Be home" omdat dit het financiële evenwicht van de gemeente in gevaar zou brengen. Het college gaf de voorkeur aan een verhoging van de compensatiepremie voor de onroerende voorheffing om de meest kwetsbare huiseigenaren te helpen maar voor bedragen die hoger waren dan het potentieel van de premie Be home in andere gemeentes.

De h. Cools uitte zijn bezorgdheid over het feit dat de vastgestelde rechten lager waren dan geraamd. Er is echter meer dan 7,5 miljoen aan ontvangsten uit onroerende voorheffing op verzoek van Finance Brussels. Bovendien wordt op de raming een "Z"-factor toegepast, wat betekent dat het verschil tussen de raming en de vastgestelde rechten wordt uitgemiddeld om te voorkomen dat de opbrengst van de voorheffing wordt overschat.

De h. Cools had erop gewezen dat de werkingsuitgaves te hoog zouden kunnen zijn, met name voor recepties en evenementen. Schepen Delwart wees erop dat Toezicht vaak niet te hoge werkelijke kosten bekritiseert maar wel overschattingen van de begroting, wat wordt verklaard door de voorzichtige houding van het college.

Feit blijft dat er meer dan € 10 miljoen opzij is gezet in de vier jaar waarin de rekeningen zijn afgesloten. Schepen Delwart hoopt dat de rekeningen 2023 en 2024 hetzelfde patroon zullen volgen. Ze erkent echter dat de mogelijkheid om geld opzij te zetten minder is onder deze legislatuur dan in het verleden, omdat er niet dezelfde verhouding is tussen de factoren die de uitgaven verhogen en de factoren die de ontvangsten verhogen: er is geen belastingverhoging geweest, afgezien van de strikte indexerings- en de elementen met betrekking tot de bouw die worden genoemd voor de

onroerende voorheffing. Omdat er niet hetzelfde verschil is, moesten we waakzamer zijn wat betreft de uitgaven.

Wat het personeel betreft, hebben we aanwervingsprocedures van zeer hoge kwaliteit. Het resultaat is enerzijds dat onze levensstijl verandert, wat betekent dat we meer deeltijds personeel hebben dan vroeger, dus we hebben inderdaad een hoger aantal voltijds equivalent gemeentepersoneel, maar het college is vastbesloten om het aantal voltijds equivalent onder controle te houden, niet om het te verminderen, maar de reden waarom je een fluctuatie ziet, is dat de snelheid waarmee we erin slagen om bepaalde vertrekkende personeelsleden te vervangen, betekent dat we een winst zullen hebben. En waar we volledig transparant in zijn, is dat het budget dat we aan u presenteren de aanwervingen en lonen omvat zoals we die vanaf 1 januari graag zouden zien. In werkelijkheid blijven we vaak een beetje achter bij deze resultaten, en als je kijkt naar de cijfers voor de gemeente op 30 juni 2023, dan komen we op cijfers uit die iets lager zijn dan de begrotingsprognoses voor 2024. Er is dus geen sprake van manipulatie: er is enerzijds een momentopname van de werkelijkheid en anderzijds een ambitie in de begroting. De ambitie is iets hoger dan de realiteit omdat de personele middelen op dit moment een uitdaging vormen; we moeten erin slagen om aan de verschillende ambities te voldoen en tegelijkertijd de diensten kunnen leveren. De suggestie van de h. Vanraes is zeer interessant; natuurlijk is een deel van de werklast al berekend voor de kinderdagverblijven, aangezien er een audit is uitgevoerd om echt te proberen dit aspect te optimaliseren. Sommige functies zijn hier natuurlijk geschikter voor dan andere. Maar dit is ongetwijfeld een langetermijnproject dat voor ons ligt. Maar over de personeelskosten zijn de redenen voor de stijging genoemd: de indexering van 4%, de salarisverhoging, de stijging van 1,3 miljoen, met een aanzienlijk deel. Schepen Delwart denkt dat dit goed is voor de niveaus C, D en E van de administratie (meer dan € 840.000). Daar komen de baremaverhogingen het eerst, maar dat is bovenop de indexering. De h. Hayette stelde de kwestie van de 2de pijler aan de orde, die van toepassing is op al onze contractuelen, en deze raad nam het kader en de het toepassingsreglement voor de 2de pijler aan, waardoor schepen Delwart de netelige kwestie van de pensioenen aan de orde kon stellen; het is duidelijk dat we op een pad zitten dat betekent dat de kosten van de pensioenen alleen maar toenemen. We zaten op iets meer dan 11 miljoen in 2022 en we zitten nu op iets meer dan 15 miljoen in deze begroting 2024. Helaas zal dit niet afnemen en we zullen ook na de komende federale verkiezingen moeten zien wat de verschillende niveaus van federale en gewestelijke overheden kunnen blijven doen om de gemeentes te helpen deze kosten te dragen, aangezien we nu 2 curven hebben gekruist, waarbij de basisbijdrage lager is geworden dan de responsabiliseringsbijdrage. Dit betekent dat we minder statutaire werknemers hebben, dus betalen we meer voor onze verantwoordingsbijdrage. We hebben een duurzaam beleid in onze gemeente - het dateert niet van deze bestuursperiode - van het toekennen van status op basis van kwaliteit en verdienste, dus er is geen automatisme; er zijn examens, die vrij omslachtig zijn om te organiseren, dus die leveren niet zo snel statutaire medewerkers op. Schepen Delwart was het niet 100% eens met de inschatting van de h. Cools over de noodzaak van een enorme toename van het aantal statutaire medewerkers. Ze vond dat sommige functies zich daarvoor lenen en andere niet en dat sommige mensen geen statutair personeel willen zijn of dat niet willen; ze zijn heel tevreden met de contractuele situatie, maar er moet in dit opzicht een evenwicht worden bewaard. Na de werkingskosten en de energiekosten te hebben genoemd, wil schepen Delwart het hebben over iets dat niet direct voor de hand ligt, namelijk een verschuiving in de uitgaven. Jarenlang kochten we voertuigen maar nu leasen we ze. We zijn om twee redenen overgestapt op leasen. De eerste is dat de uitdaging van de elektrificatie van voertuigen het veel moeilijker maakt om voertuigen

op een slimme manier te kopen en het beheer of onderhoud van dit soort voertuigen is interessanter via leasing, vooral omdat er gezamenlijke opdrachten worden georganiseerd. Dus natuurlijk is er een kostenverschuiving. In het buitengewone programma heb je voertuigaankopen die sterk zijn gedaald, je hebt zeer grote machines die we blijven kopen; voor de rest zijn de anderen overgestapt naar leasing. Dit verklaart ook deels het door de h. Cools gesignaleerde verschil tussen de werkingsuitgaven in de rekeningen van een paar jaar geleden en deze begroting 2024.

Dit is een serieuze begroting. De afgelopen jaren hebben dit aangetoond, zelfs in uitzonderlijke situaties van crisis, oorlog en snel stijgende inflatie. We hebben onze begrotingsoverschotten kunnen bevestigen als boekhoudkundige overschotten omdat de methode vrij robuust is en al was beproefd voordat mevr. Delwart schepen van Financiën werd.

Wat de ontvangsten betreft, had de h. Cools het over de scancar en hoewel het waar is dat er ontvangsten uit voortvloeiën, nogmaals ontvangsten die nuttig zijn, zitten we onder het niveau van algemene dotatie aan de gemeentes, aangezien we het hebben over minder dan € 8 miljoen, nog geen 4% van onze totale ontvangsten, dus we kunnen niet zeggen dat het het begrotingsinstrument bij uitstek is. Parkeerregulering is geen begrotingsinstrument maar een essentieel instrument om het parkeren in een stad te beheren.

Dit reguleringsbeleid is sinds deze zittingsperiode niet meer van kracht en uiteindelijk zijn de gereguleerde zones vanuit dat oogpunt niet significant toegenomen, en door te wijzen op de toename van de ontvangsten laat u ook zien dat dit ook geen complete explosie is. We moeten erkennen dat het gebruik van auto's steeds meer toeneemt en dit genereert dit soort ontvangsten maar het zou onjuist zijn om te zeggen dat we er een puur begrotingsinstrument van hebben gemaakt.

De h. Cools zegt elk jaar dat het investeringsbudget te groot is. Maar het bedrag van de buitengewone begroting in 2014 was 38,5 miljoen en nu is het 41,8 miljoen. Dit is het bedrag dat nodig is om een gemeente met 86.000 inwoners, zo groot als de onze, te onderhouden. De buitengewone begroting kan niet als overschat worden beschouwd.

Het moet gezegd worden dat beide begrotingen onvermijdelijk meer kosten dan in het verleden het geval was en er is sprake van dat Danse 25 zo'n 5,5 miljoen zou kosten. Dat is de kostprijs van dit soort investeringen als we willen beantwoorden aan wat verschillenden onder u vanavond hebben gezegd, namelijk dat we kolossale uitdagingen moeten aangaan op het vlak van klimaat en energie en dat als onze gebouwen die we vandaag renoveren niet worden aangepast aan de normen van morgen, d.w.z. door te proberen de toevoer van fossiele brandstoffen naar zo'n gebouw af te sluiten zodat ze uitsluitend worden aangedreven door hernieuwbare energiebronnen, we tekortschieten in onze verantwoordelijkheid tegenover toekomstige generaties.

Het college is van plan om het gebouw in de Victor Gambierstraat te verkopen maar uit voorzorg hebben we er geen bedrag tegenover gezet omdat we er helemaal niet zeker van zijn dat we dat, gezien de huidige stand van de stedenbouwkundige beperkingen, zullen kunnen doen. Als we er niet in slagen om het terrein op korte termijn te verkopen, dat wil zeggen in de eerste maanden van 2024, zullen we het blijven exploiteren omdat het zeker geen goede optie is om het te laten verkommeren. Om het te kunnen blijven gebruiken moeten we een aantal essentiële werkzaamheden uitvoeren en daarom hebben we in deze buitengewone begroting opnieuw de minimale

investering aangegeven die nodig is om deze ruimte te kunnen blijven gebruiken, terwijl we tegelijkertijd de nodige stappen zetten op het gebied van stedenbouw om de verkoop af te ronden. Dit is de uitleg voor deze € 290.000. We lenen € 40 miljoen. Ze financieren buitengewone programma's die al zijn uitgevoerd en gefactureerd. We zijn er zeker van dat we dit geld nodig hebben en we lenen geen euro meer dan nodig is. Aan de andere kant hebben we wel een reservefonds, met name de opbrengst van de verkoop van Brutélé, dat we nuttig kunnen investeren, vooral op korte termijn, in investeringen waarbij we geen roerende voorheffing hoeven te betalen en die ontvangsten kunnen genereren. En vandaag is het aantrekkelijker om deze bedragen te lenen om de buitengewone programma's uit het verleden te betalen dan om het geld te gebruiken dat we vandaag beschikbaar hebben en dat ontvangsten kan genereren. Het gaat er dus om het schuldsaldo met 40 miljoen te verhogen om investeringen uit het verleden te dekken. Het einde van 18, 19, 20, 21, 22, 23 en een deel van 24 zullen worden gedekt door dit Brutélé-geld waar we vandaag aan werken en dat zich zal terugbetalen wanneer ze daadwerkelijk voltooid zijn, want als u goed oplet, zult u gezien hebben dat Stroobant of Auguste Danse in voorgaande jaren al in de buitengewone begroting stonden; dit zijn projecten die tijd nodig hebben om definitief te worden afgerond. Dus als we alle uitgaven uit de laatste buitengewone begrotingen berekenen en bij elkaar optellen, komen we uit op het door u genoemde bedrag van 202 miljoen, maar dat betekent dat we twee keer voor de Stroobantzaal en twee keer voor Auguste Danse hebben betaald, en dat zal niet gebeuren. Dus in feite zal het schuldsaldo stijgen naar € 120 miljoen, wat nog steeds lager is dan aan het begin van de legislatuur. U kunt dit zien op pagina 47 en 48 van de bijlagen bij de begroting, waar u kunt zien dat we zelfs met een schuldsaldo van € 120 miljoen toch zijn teruggekeerd naar een redelijker evenwicht.

De h. Hayette stelde een specifieke vraag over het Museum Van Buuren. In feite zijn er twee cijfers: er is het gewone cijfer; dat structurele steun is via een overeenkomst die mevr. Ledan u in februari aanstaande zal presenteren, namelijk € 30.000 op jaarbasis en € 10.000. Het museum ontvangt steun van de Commissie voor Monumenten en Landschappen voor de renovatie van zijn gebouwen maar niet voor zijn museumactiviteiten, aangezien het niet als zodanig erkend is. Het doel is om bezoekers een meer interactieve ervaring te bieden die een breder publiek aanspreekt. Schepen Ledan heeft nog tijd om hier dieper op in te gaan maar het betekent ook dat de Ukkelaars bevoorrechte toegang tot dit museum krijgen.

De h. Hayette plaagde de meerderheid een beetje over het sociale en inclusieve beleid; ik denk dat we over het geheel van deze begroting natuurlijk kunnen stoppen bij de woorden en zien dat er onder sociale actie € 2.000 is voor het ontmoetingsproject. We kunnen ook kijken naar de investeringen in scholen, kinderdagverblijven, sportcentra, steun voor Open Free Go, de meer dan 22 miljoen aan OCMW-dotaties, en dan zien we dat een echt sociaal en inclusief beleid vorm krijgt.

We hebben het gehad over de rijksten en de minst rijken; het is duidelijk dat de groei van de voorheffing ook komt door de toename van het aantal woningen. De h. De Bock vervolgt dat het aandeel van openbare huisvesting is gedaald omdat er in feite meer particulier is gebouwd, maar er zijn projecten in deze begroting om leegstand tegen te gaan, die zijn opgenomen in de buitengewone begroting op initiatief van schepen Biermann om een aandeel openbare huisvesting te houden dat in verhouding staat tot onze verantwoordelijkheden.

Wat de aanwervingen en de verdeling over de verschillende diensten betreft, stelt schepen Delwart voor om het HR-verslag begin 2024 voor te leggen om een nauwkeuriger verdeling te geven. Gezien de ontwikkeling van taken en technische

vaardigheden heeft er een verschuiving plaatsgevonden waarbij er steeds minder personeel van niveau E en D is en steeds meer personeel van niveau C, B en A. Dit verklaart ook de stijging omdat de barema's niet hetzelfde zijn, dus met hetzelfde aantal voltijdse equivalenten is er een hogere loonmassa.

Wat de buitengewone begroting betreft, zal de lening in de eerste maanden van 2024 worden afgesloten; nogmaals, we hebben de opdrachtdocumenten een paar weken geleden hier in deze raad zien passeren, en het is de ontvanger die te zijner tijd de juridische verantwoordelijkheid zal nemen om tegen de beste voorwaarden te lenen binnen het kader dat de gemeenteraad voor hem heeft vastgesteld.

We hebben het gehad over het energieverbruik, dat in dit gebouw 4 keer zo laag is. We staan voor een enorme energie-uitdaging in onze scholen, gebouwen en sportcentra. De meeste van deze gebouwen verouderen. Wat jullie Facility Management noemen, zijn in feite al deze investeringen in onze gebouwen waar nog ruimte is voor verbetering. Het wordt heel goed gemonitord, er is een team voor in de diensten van schepen Biermann en we hadden nog een kans om een presentatie te houden in het college om ervoor te zorgen dat we de komende jaren beter presteren op energiegebied.

De situatie van de vzw's is van geval tot geval bekeken.

Met betrekking tot de 202 miljoen euro bestaat een ander deel van het antwoord uit het realisatiepercentage van de buitengewone begroting. De h. Vanraes verwees hiernaar en mevr. Maison stelde in haar wijsheid de vraag aan het einde van de commissievergadering. Schepen Delwart heeft de cijfers en we hebben inderdaad ambitieuze investeringsbegrotingen, omdat we weten dat ambitie tijd kost en dat je ze soms een 1ste keer, een 2de keer en een 3de keer moet presenteren om op het punt te komen waar ze kunnen worden uitgevoerd, en dus zitten we op percentages van ongeveer 70 tot 54% voor de buitengewone begroting 2022, die is uitgevoerd voor 2023; de reeks loopt nog: Het is duidelijk dat als het gaat om investeringen op zo'n grote schaal, het in sommige gevallen onmogelijk is om ze in één jaar af te ronden, en ze kunnen wel twee jaar duren. Daarom gaan we natuurlijk niet lenen voor 100% van het budget dat aan u wordt voorgelegd maar wachten we liever tot de budgetten daadwerkelijk worden geactiveerd en de facturen worden uitgeschreven.

Schepen Wyngaard wijst erop dat het doel van parkeren niet is om de gemeentekas te vullen. Het doel is te zorgen voor voldoende omzet in de winkelgebieden. Na de covidperiode kwam een aantal mensen naar ons toe met het verzoek om zo snel mogelijk weer parkeerregulering in te voeren omdat er een fenomeen was van langparkeerders in winkelstraten, wat problemen veroorzaakte voor klanten. De tweede doelstelling is het beschermen van de parkeergelegenheid voor buurtbewoners. Meer dan 95% van de zones die vandaag gereguleerd zijn, waren al gereguleerd in 2017. Een paar maanden geleden waren er dus enkele marginale wijzigingen naar aanleiding van vaststellingen, evaluaties op het terrein en verzoeken van bewoners om de regulering aan te passen, maar dit is relatief marginaal: voor het grootste deel was de straatregulering het werk van de vorige meerderheid en schepen Wyngaard en zijn fractie waren het over het algemeen eens met de keuzes die toen zijn gemaakt.

Wat de ontvangsten uit parkeren betreft, is er inderdaad op gewezen dat we maatregelen en beslissingen op gewestelijk niveau moeten uitvoeren, waar sommigen meer of minder voorstander van zijn, afhankelijk van de periodes en vergaderingen waarin ze zetelen. Maar we moeten ook niet vergeten dat er kosten zijn die inherent

zijn aan de parkeerdienst, die meer dan 2 miljoen euro bedragen; als we het hebben over ontvangsten van meer dan 7 miljoen euro, hebben we het over bruto ontvangsten, waarvan we de kosten in verband met parkeerautomaten, leasing, onderhoud, beheer en het personeel dat de dienst moet controleren, moeten aftrekken.

Wat de Oude Molenstraat betreft, hebben we het niet over de hele as Oude Molenstraat, maar eerder over het gedeelte tussen de bronnen van het Vronerodepark en het kruispunt Dolez/Oude Molenstraat. En dan is het de bedoeling om de Dolezlaan tussen de Oude Molenstraat en de Sint-Jobsesteenweg te behandelen. Dit alles maakt deel uit van het permanente rivierwaterbeheer en overstromingspreventie in de vallei van Sint-Job. En dus zullen de hier voorgestelde maatregelen leiden tot een herinrichting van de openbare ruimte, maar ze zijn in de eerste plaats bedoeld om overstromingen te voorkomen en de maatregelen te versterken die al meer dan 10 jaar, terecht, worden genomen in de vallei van Sint-Job.

Schepen Lambert-Limbosch: *er is veel gesproken over het OCMW en ik hoop dat we het alleen nog maar over het OCMW zullen hebben en dat het debat over het OCMW-budget volgend jaar februari vermeden wordt. Ik wil alle sprekers bedanken voor hun genuanceerde opmerkingen vanavond.*

Ik denk dat op andere forums de debatten veel meer verdeeld zijn en dat we soms deze elementaire nuance missen; iedereen heeft het belang benadrukt van het sociale werk dat gedaan moet worden in Ukkel en verschillende van jullie hebben vergelijkingen gemaakt over meerdere jaren, zoals ik ook heb gedaan;

Ik weet niet of het een manier is om het idee te integreren dat we het laatste jaar van de zittingsperiode ingaan, maar in elk geval zal het nog steeds een jaar zijn waarin we zullen werken, ik kan u verzekeren, we zullen hier geen campagne voeren. In ieder geval heb ik het gevoel dat al onze collega's hier op het niveau van het college zijn met het idee om het werk dat gedaan moet worden voor de Ukkelaars voort te zetten. Dus, als we het voorbeeld nemen van de OCMW-begroting, als we 2018 vergelijken met 2024, zijn we ruim voorbij de indexeringsstijging van 22%, de stijging van de gezondheidsindex en de consumentenprijzen, wat aantoont hoeveel werk er is verzet om het OCMW te ondersteunen tijdens deze zittingsperiode, evenals voor de politiezone.

We hebben op verschillende niveaus gesproken over het probleem in termen van het werk dat gedaan moet worden. Inzake sociale actie zal de focus voor dit jaar 2024 liggen op sociale cohesie. We hebben dit werk opgestart, met name op initiatief van de FGC en we gaan het voortzetten door de recreatiecentra voor senioren om te vormen tot wijkcentra. Seniorenactiviteiten, die mij als schepen van Senioren na aan het hart liggen, zullen daar hun plaats blijven houden maar we realiseerden ons vooral dat er nog enorm veel tijdslots beschikbaar waren. We realiseerden ons ook, en we hadden de gelegenheid tijdens de bijeenkomsten van de buurtbewoners om de balans op te maken, met name van alle verzoeken die waren geuit, en onder deze verzoeken was er ook de behoefte van mensen om plaatsen te hebben waar ze elkaar in hun buurt dicht bij huis konden ontmoeten. De ambitie is om wijkcentra te hebben die deze missie kunnen vervullen. Hiervoor is al personeel aangenomen en er zullen nog andere personeelsleden aan het team worden toegevoegd om dit nabijheidswerk in de buurtcentra uit te voeren. Het is een vrij ambitieus project, waarin Ukkel veel gaat leren, omdat er in onze gemeente geen wijkcentrum was, in tegenstelling tot in andere gemeentes. Het gaat ons erg bezig houden in 2024, het is een geweldig project en ik wil mijn collega's van het college bedanken voor hun steun. Ik kijk ernaar uit om u daar te zien, met de eerste inhuldiging in Homborch, een wijk die niet willekeurig

gekozen is. Het is een wijk waar het werk van sociale cohesie superbelangrijk is, en de inhuuldiging zal normaal gezien plaatsvinden op 21 februari.

De h. Cools: Ik wil mevr. Delwart en haar collega's van het college bedanken voor de antwoorden die ze ons net gegeven hebben. Het zal haar niet verbazen dat ik het niet met alle antwoorden eens ben en daar zal ik zo dadelijk op ingaan. Maar net als de h. Vanraes ben ik geneigd te zeggen dat het debat van vandaag volgens mij een goed debat is geweest, uiteraard met verschillende standpunten afhankelijk van de banken die we bezetten, maar laten we zeggen op een manier die respectvol is voor elkaar.

Ik wil graag terugkomen op de tussenkomst van de h. Junqué; ik denk dat hij niet helemaal heeft begrepen wat ik heb gezegd. Ik heb niet gezegd dat ik tegen de energietransitie ben en tegen investeringen om deze transitie mogelijk te maken, ik heb precies het tegenovergestelde gezegd en dat ik bij de projecten die ik in de buitengewone begroting als positief heb aangemerkt, in het bijzonder bijvoorbeeld het zwembad Longchamp heb genoemd, ons meest energie-intensieve gebouw. Ik voeg hieraan toe dat mijn collega en toenmalig schepen van Opvoeding, mevr. Maison, en ikzelf, schepen van Milieu, tijdens de vorige zittingsperiode het project "l'école, l'énergie et moi" hebben opgezet in vrijwillige gemeentescholen. Zonder enige investering konden we dankzij dit project de energie-uitgaven en het energieverbruik in deze scholen met 30% verminderen, gewoon door bewustmakingsacties zoals "doe het raam niet open als de radiatoren aan zijn, of zet de radiator uit als je het raam openzet, doe het licht uit als je weggaat enz.". Ik denk dat dit soort programma's moet worden uitgebreid naar alle scholen en zelfs verder dan gemeentescholen, naar alle onderwijsnetwerken. We hebben het gehad over sportgebouwen en ook daar moeten zeker bewustmakingsinitiatieven worden genomen. In deze begroting, wanneer we het hebben over het milieu, het klimaat en zachte mobiliteit, zijn er ook enkele gadgetmaatregelen en een van deze gadgetmaatregelen is de premie van € 35 tot 50 voor een fietsslot.

De h. De Bock had het over de vlucht van de hogere middenklasse. Ik denk dat we het moeten hebben over de vlucht van de middenklasse. Want uiteindelijk hebben de hogere middenklassen nog steeds de middelen om in Ukkel te blijven maar jonge gezinnen verlaten onze gemeente. Dat heeft gevolgen voor de vergrijzing van de bevolking en is een reëel probleem voor onze gemeente.

Er is veel gesproken over de onroerende voorheffing; ik heb er in mijn inleidende toespraak op gewezen dat het bedrag van de KI-massa tussen 2018 en 2023 is gestegen; bovendien is dit niet-geïndexeerde bedrag met € 2.904.564 gestegen; en als we een regel van drie maken en kijken wat het effect is van de stijging van de kadastrale inkomsten op de verwachte OV-opbrengst in 2024, dan is dat nog steeds € 2,31 miljoen, wat niet te verwaarlozen is, het is bijna het bedrag van het vermelde overschot. De evolutie van deze massa heeft twee oorzaken en ik weet niet of schepen Delwart meer uitleg heeft dan ik, maar ik denk dat het op een bepaald moment interessant zou zijn om de situatie te verduidelijken: Er is natuurlijk het groeiende immopark, nieuwe constructies, nieuwe gebouwen, nieuwe OV die worden geheven, maar er is ook de kadastrale egalisatieoperatie die is uitgevoerd; deze begon de vorige zittingsperiode met situaties die volstrekt abnormaal waren, herenhuizen op de Molière- of Brugmannlaan of elders, die vrijwel geen belasting betaalden omdat ze nog steeds geregistreerd stonden als zonder badkamer, zonder centrale verwarming, nooit een update sinds de jaren 20 van hun gegevens; Ik weet niet hoeveel van de 2,31 miljoen euro komt door deze update of door de gevolgen van extra belastinginkomsten

en ik weet niet of het werk wordt voortgezet, want het is eerst en vooral een kwestie van eerlijkheid en rechtvaardigheid. Het zou interessant zijn geweest als deze extra ontvangsten waren toegewezen aan een bepaald aantal maatregelen ter verlichting van de OV, bijvoorbeeld om een premie Be Home te financieren.

Aan de andere kant kregen we te horen hoeveel personeel er nodig was. Als we het aantal personeelsleden, de voltijdse equivalenten, vergelijken, zijn er verschillen in de cijfers, maar de trends zijn hetzelfde en er is een zeer sterke daling van het aantal statutaire personeelsleden en een stijging van het aantal contractuelen; zo is de stijging van het aantal contractuelen in voltijdse equivalenten tussen 2019 en 2023 gestegen van 516,15 naar 608,44. Ik heb nooit gezegd dat we statutaire werknemers om de haverklap een status moeten geven of moeten regulariseren; ik denk niet dat we dat moeten doen. Aan de andere kant ben ik wel van mening dat we een redelijk aantal statutaire personeelsleden binnen de administratie moeten houden, om de redenen die ik in mijn eerste toespraak heb genoemd, en ook om directe aanwerving mogelijk te maken als statutair personeel, wat gevolgen heeft voor de financiering van de solidariteitsbijdrage.

Wanneer we het hebben over het in evenwicht brengen van de begroting, hebben we het niet veel gehad over de politiezone; het kader van de politiezone is niet gevuld, er ontbreken 15 politieagenten in het kader, wat waarschijnlijk 8 betekent voor Ukkel. Als het kader wel gevuld zou zijn, zouden we nog steeds een paar honderdduizend euro meer moeten betalen. Net als de h. Hayette ben ik erg voorzichtig. Ik heb zelfs tegen het project gestemd toen we een nieuw commissariaat wilden opstarten. Nu zegt zelfs de burgemeester duidelijk dat we het misschien moeten heroverwegen; ik denk dat er andere uitgaven zijn met een hogere prioriteit. Ik heb nooit gezegd dat de meeste projecten in de buitengewone begroting eruit gegooid moeten worden, dat ze geen zin hebben. Ik denk dat als we ze op een rijtje zouden zetten, er waarschijnlijk meer dan een miljoen euro kan worden geschrapd, maar er zijn veel interessante projecten. Mijn kritiek is dat we de uitvoering en realisatie van deze projecten niet lang genoeg spreiden. We moeten voorzichtig zijn, zoals verschillende mensen hier hebben gezegd, alle overheidsniveaus zitten in grote financiële moeilijkheden, van Europa tot het Gewest tot de federale regering, en dit alles zal leiden tot een vermindering van de middelen die ze overmaken aan de gemeentes, of zelfs van de kosten die ze ten laste van de gemeentes zullen leggen; het Gewest wil een hele reeks van zijn uitgaven verminderen met 5%; ik denk dat we op dit vlak uiterst voorzichtig moeten zijn.

De vergelijkingen in termen van personeel per inwoner die ik soms heb gehoord, we moeten voorzichtig zijn omdat het allemaal afhangt van de diensten en het aantal diensten dat in deze of gene gemeente wordt geleverd.

Het is heel interessant om te kijken naar pagina 13 van de bijlagen voor de gemeentelijke vzw's. Er zijn duidelijk schepenen die succesvoller zijn dan anderen, en dat is duidelijk te zien aan de veranderingen in de budgetten van de gemeentelijke vzw's: voor het Cultureel Centrum gaan we van 2022 naar 2024 van 400.000 naar 500.000, wat nog steeds een aanzienlijke stijging is. Onze Ecolo-collega van Sociale Actie is iets minder fortuinlijk met het Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap: € 8.000 tegenover € 12.395 over de laatste 2 jaar. Het PWA is een voorbeeld van synergie die niet bestaat. We hebben een reeks gedecentraliseerde diensten voor arbeidsbemiddeling, zoals de Actiris-vestiging, de OCMW-dienst voor arbeidsbemiddeling, de dienst Tewerkstelling van de gemeente en het PWA, dat zijn intrek zal nemen in het gemeentehuis op het Jean Vander Elstplein. Maar Actiris en het OCMW zitten op de Alsebergsesteenweg 860. Ik weet dat het waarschijnlijk een simplistisch idee is maar ik dacht dat het samenbrengen van alle gedecentraliseerde

tewerkstellingsdiensten in onze gemeente op één plaats een grote synergie zou creëren, en vooral dat het één aanspreekpunt zou bieden voor degenen die op dit gebied actie moeten ondernemen. Bovendien, wat het budget van deze vzw's betreft, voor de Ukkelse Dienst voor de Jeugd is het sinds 2021 stabiel gebleven op € 30.000. Het is dus erg grappig om de veranderingen in deze vzw-budgetten te zien. Wat betreft de uitgaven die niet worden gedaan, en ik had dit punt al benadrukt tijdens de vorige gemeenteraad toen we het hadden over internationale solidariteit, denk ik dat de budgetten voor internationale solidariteit erg beperkt zijn. Ik had graag een budget van € 20.000 of € 30.000 gezien om Oekraïne te helpen. Ik noemde het voorbeeld van Malmedy, dat generatoren daarheen stuurt. Ik denk dat een gemeente als de onze iets concreets zou kunnen doen. Ik nodig de raad uit om na te denken over concrete acties die we op dit gebied kunnen ondernemen, en niet alleen € 1.500 of € 2.000 aan het Rode Kruis te geven maar onszelf echt te helpen en een aantal concrete, fysieke middelen over te dragen. Ik had alle informatie gegeven over de platforms die in dit gebied bestaan.

De h. De Bock wil graag reageren op 4 punten.

Het overdrachtsplan van de h. Lambert Limbosch. Dit is de enige uitgavenpost, overdracht OCMW en politie, die niet verandert, het is 25% van de totale begroting in 2018, en het zal 25% blijven in 2024. Over het geheel genomen volgt het dus de inflatie; iets meer voor het OCMW dan voor de politie. We hebben deze debatten gehad waarbij de h. De Decker destijds zei: "Ik wil hetzelfde voor de politie als voor het OCMW"; het moet gezegd worden dat we een iets andere weg zijn ingeslagen en dit is de erkenning van het sociale feit, zoals de h. Cornélis ook heeft uitgelegd, het is de erkenning door het college. Het is waar dat sociale behoeften belangrijk zijn en dat ze evenveel, zo niet meer interventie verdienen dan de politie.

Wat het zwembad betreft, mijnheer Wyngaard, hebt u niet goed opgelet. Ik zei niet zondagmiddag tijdens het jaar; ik zei zondagmiddag tijdens de schoolvakanties. Ziet u, ik was heel soft in het opnemen van alles wat me verteld was en tegelijkertijd positief, creatief en constructief, want we hadden het over 6 halve dagen. U ziet, dat is niet wat ons eigenlijk veel geld kost, want u bent maar doorgedaan over sportclubs, en niet alleen sportclubs, tijdens de schoolvakanties. Bovendien hebt u mij de befaamde studie naar de levensvatbaarheid van de zondagmiddag nog steeds niet toegestuurd. U had beloofd dat er een onderzoek was gedaan maar daar wacht ik nog steeds op.

Schepen Wyngaard: wat de studie betreft, was het de voorzitter die beloofde die naar u op te sturen en ik ga hem daaraan herinneren. Wat de schoolvakanties betreft, ligt het iets ingewikkelder dan dat, met andere woorden, het zal u niet ontgaan zijn dat de Franstalige en Nederlandstalige vakanties niet samenvallen.

De h. De Bock: Voor juli en augustus valt dat nog mee.

Schepen Wyngaard: Voor juli en augustus wel, maar het personeel neemt vakantie, dus het is relatief ingewikkeld om het uit te voeren, maar als het kan, doen we het.

De h. De Bock: *Ik zei dat het geen slecht idee zou zijn, dat het een interessant idee was.*

Op personeel, 57,6%, dus € 109 miljoen aan uitgaven in totaal. Ik blijf bij wat ik heb gezegd en ik ben het met u eens dat er over de hele linie 5% minder voltijdse equivalenten zijn, contractueel en statutair, wat mij enigszins geruststelt. Ik wil echter uw aandacht vestigen op het feit dat als je het totale personeelsbudget deelt door het aantal voltijdse equivalenten, je uitkomt op meer dan € 110.000 per persoon. Dat is behoorlijk veel. Uiteraard is dat inclusief alles, pensioenen, sociale bijdragen; het is niet wat mensen krijgen, het is de massa en de kosten die het voor de gemeente vertegenwoordigt, en dus is het gemakkelijker te begrijpen waarom sommige gemeentes die niet hebben geanticipeerd, nu worden geconfronteerd met zeer problematische beperkingen met betrekking tot dit. Ik probeer geen huilebalk te zijn, integendeel, ik probeer echt te zeggen dat toen we het hadden over fietssloten, de administratieve kosten van een bonus, wat het ook is, werk zijn. In principe kost een ambtenaar € 300 per dag en we moeten ze betalen om een bepaald aantal extra administratieve taken uit te voeren die van hen worden gevraagd zodra er dossiers te verwerken en formulieren in te vullen zijn.

Wat de statistieken betreft, wil ik uw aandacht vestigen op het feit dat ik heb gemerkt, en dat is interessant, dat er voor alle contractuelen en statutair personeel samen opnieuw een aanzienlijke daling is van het aantal mensen dat in het Brussels Gewest woont, van 43 procent naar 37 procent voor statutair personeel en van 67 procent naar 62 procent voor contractuelen .

Wat de werkingskosten betreft, de link tussen personeels- en werkingskosten, is er nog steeds een stijging van 1%, maar relatief gezien is het een stijging van 10%, wat neerkomt op 2 miljoen euro meer uitgaven per jaar. Het is een beetje verrassend om te zien dat we de personeelskosten in termen van voltijdse equivalenten onder controle hebben, maar tegelijkertijd 10% meer werkingskosten hebben.

Tot slot betalen we meer belasting in Ukkel met zeer lage tarieven. We zeggen altijd dat we het laagste tarief hebben maar in werkelijkheid is onze kadastrale basis hoger dan elders en ik zal dit voorbeeld gebruiken om het duidelijk te maken: als we een kadastrale basis van 1.000 hebben, zijn de opcentiemen een vermenigvuldigingsfactor; dus maal 3 maakt 3.000; als je bijvoorbeeld 600 hebt in een andere gemeente, die lager is dan 1.000, vermenigvuldig je met 4 en kom je uit op 2.400. Dus je ziet dat je in gemeentes met een lagere kadastrale basis eigenlijk minder belasting betaalt dan in een gemeente als de onze met lagere opcentiemen maar een gemiddeld hogere basis.

De h. Hayette: *21% van de mensen met een inkomen tussen € 0 en € 1.500 zou ons moeten doen denken. Ik denk dat een gemengde gemeenschap de gemeente verrijkt, in tegenstelling tot wat vaak wordt gedacht maakt het de gemeente niet armer, maar juist rijker. Ik denk dat we er altijd voor moeten zorgen, en dat doe je in bepaalde programma's, dat we de ongelijkheid tussen mensen niet vergroten. Deze sociologie is aan het veranderen. Het is waar dat Ukkel een mooie gemeente is en dat rijke mensen er graag wonen maar het zouden niet alleen rijke mensen moeten zijn die er graag wonen, er zouden ook andere mensen moeten zijn, vooral jongeren. Ik ben blij met uw opmerking en met de kwaliteit van uw antwoord, met name wat betreft investeringen in openbare gebouwen om de energie die daadwerkelijk door deze gebouwen wordt verspreid, te verbeteren. Ik denk dat een van de volgende stappen*

zou zijn om jonge gezinnen te ondersteunen want een van de problemen is om daadwerkelijk investeringen te kunnen doen, zowel in het Brusselse gewest als in Ukkel, en veel jonge mensen kunnen deze investeringen niet doen omdat ze de middelen niet hebben. We zouden een soort energieboost moeten bedenken zodat begunstigden deze investeringen kunnen gaan doen terwijl ze wachten om een deel van deze premies te ontvangen. Ik weet niet hoe we een systeem kunnen bedenken om deze gezinnen te helpen maar ik denk dat het hen zou helpen om te blijven en zich permanent in onze stad te vestigen.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 25 positieve stemmen, 10 negatieve stemmen.

Nee : Eric Sax, Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Bernard Hayette, Odile Margaux, Véronique Lederman-Bucquet, Cédric Didier Norré, Leïla Kabachi, Jacques Spelkens.

4 annexes / 4 bijlagen

Budget 2024 scanné NL.pdf, Budget 2024 scanné FR.pdf, Annexes+2024+NL.pdf (1).pdf, Annexes+2024+FR.pdf (1).pdf

Levée de la séance à 00:30

Opheffing van de zitting om 00:30

La Secrétaire communale,
De Gemeentesecretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Laurence Vainsel

Aleksandra Kokaj